



COMPTES ANNUELS
du
GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au
31 décembre 2011

This page left blank intentionally

Table des matières

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ	2
RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES	3
COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS	6
COMPTE ANNUELS	8
Compte de résultat	9
Bilan	10
Etat des mouvements de la trésorerie	11
Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation	13
Etat de l'évolution de la situation nette	14
Compte des emprunts	18
Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise	19
Etat des emprunts (ventilés)	20
Etat des engagements	21
Etat des risques financiers spécifiques	22
Etat des secteurs – Compte d'exploitation financière du fonds de développement	24
Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement	25
Déclaration des principes comptables	26
NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	30
Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	30
Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux	31
Note 2 : Charges et recouvrements	32
Note 3 : Revenu de placement	32
Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds	33
Note 5 : Analyse des dépenses	34
Note 6 : Dépenses de personnel	35
Note 7 : Dépenses d'exploitation	36
Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements	37
Note 9 : Créances	38
Note 10 : Avances	39
Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat	39
Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)	44
Note 13 : Charges à payer et Provisions	45
Note 14 : Prestations dues aux employés	46
Note 15 : Passif sur comptes en fiducie	47
Note 16 : Instruments financiers	48
Note 17 : Parties liées	53
Note 18 : Evénements ultérieurs à la date de clôture des comptes	53
AUTRES ETATS	54
Récapitulatif des affectations par Ministère	55
Compte des affectations	57
Etat des dépenses non autorisées	66
Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement	67

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ

Ministre des Finances et de la Gestion économique

C'est avec grand plaisir que je présente les états financiers du gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice 2011.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.



Le ministre des Finances et de la Gestion économique
L'Honorable Simelum Maki Stanley (MP)

Le Directeur général du Ministère des Finances et de la Gestion économique

Les présents comptes annuels ont été préparés par le ministère des Finances et de la Gestion économique en conformité avec les dispositions de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. Ces états financiers ont été compilés suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique est chargé de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne destiné à apporter une assurance raisonnable de ce que les opérations répertoriées respectent l'autorité légale et reflètent correctement l'utilisation de toutes les ressources financières par le gouvernement. A ma connaissance, ce système de contrôle interne a fonctionné de manière adéquate tout au long de la période de publicité.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.



Le Directeur Général
Ministère des Finances et de la Gestion économique
George Maniuri



RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES AU PARLEMENT SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS DE VANUATU POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Conformément à l'article 25.5) de la Constitution de la République de Vanuatu et l'article 27 de la Loi No. 3 de 1998 sur l'Examen des Dépenses et le Contrôle des Comptes (telle que modifiée), j'ai vérifié les comptes annuels de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés) pour l'exercice clos au 31 décembre 2011.

Les comptes annuels présentés aux pages 9 à 66 ont été établis en conformité avec les normes d'information financière internationales (NIFI) et les normes internationales de comptabilité publique édictées par la Fédération internationale des comptables comme indiqué dans les conventions comptables énoncées aux pages 26 à 29.

Responsabilités respectives du gouvernement et des vérificateurs

Comme indiqué à la page 2, le gouvernement est responsable de la préparation des comptes annuels. Ma responsabilité consiste à formuler une opinion impartiale de ces comptes, sur la base de ma vérification, et de vous en rendre compte.

Base de l'opinion

J'ai mené ma vérification conformément aux normes de vérification internationales édictées par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de vérification, sauf que l'étendue de ma révision a été limitée comme expliqué ci-dessous.

Une vérification comprend l'examen, par sondages, des informations probantes relatives aux montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle comprend également une appréciation des estimations et raisons significatives adoptées par le gouvernement dans l'établissement des comptes annuels et de la question de savoir si les conventions comptables appliquées sont adaptées aux circonstances du gouvernement, appliquées de manière constante et adéquatement présentées.

Une vérification doit pouvoir obtenir toutes les informations et explications que je considère nécessaires pour m'apporter suffisamment d'informations probantes et un degré raisonnable de certitude que les comptes annuels ne comportent pas de déclarations erronées, que celles-ci soient attribuables à une fraude ou autre irrégularité ou à une erreur.

L'étendue de la présente vérification a été limitée en raison des facteurs suivants :

- Les soldes d'ouverture portés au bilan ne pouvaient être vérifiés en raison de l'absence d'opinion délivrée sur les états financiers au 31 décembre 2010 ;
- L'évaluation des terrains, constructions et matériel pour un montant de VT36.974 millions n'a pu être vérifiée avec exactitude parce que les méthodes d'évaluation utilisées ne sont pas conformes aux normes comptables, les éléments d'actifs provenant de donations ne sont pas comptabilisés correctement et le registre des immobilisations est incomplet ;

- Les comptes annuels de certaines entreprises d'État (EE) ne sont pas d'actualité et/ou n'ont pas été vérifiés, ce qui jette le doute sur les chiffres qui sont avancés dans les états financiers ;
- Les informations se rapportant aux engagements et risques généraux (procédures judiciaires et litiges) n'ont pas été mises à jour ou vérifiées pour l'exercice 2011 en l'absence d'information en temps voulu ;
- Des confirmations de tiers n'ont pas été reçues pour des soldes significatifs concernant des avances à des EE, des apports de bailleurs de fonds et des dettes éventuelles ;
- Des informations demandées au sujet de certaines opérations de recettes, d'encaissements de débiteurs, de contrats de bail, d'éventualités, de prétentions d'employés et de rapprochements bancaires originaux n'ont pas été fournies à des fins de vérification pour diverses raisons.

Opinion avec réserve : Absence d'opinion du fait de l'étendue limitée

En conséquence de ce qui précède, et de l'effet des informations probantes limitées à ma disposition, je ne suis pas en mesure de former une opinion quant à savoir si les états financiers donnent un aperçu fidèle et juste de la situation financière de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu au 31 décembre 2011 et des résultats d'exploitation à la clôture de cet exercice.

Qui plus est :


- La condition requise par la loi de préparer les états tous les ans et de les soumettre au bureau du Contrôleur général des comptes dans les trois mois de la date d'arrêté des comptes n'a pas été remplie comme l'exige l'article 25 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. En conséquence, la condition requise de présenter des états financiers vérifiés au Parlement en temps voulu n'a pas été respectée ;
- Les dépassements de crédit à l'échelon ministériel et au niveau des activités n'est pas conforme à l'article 32 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique qui stipule que le gouvernement ne doit pas engager de dépense ou de dette à moins que celle-ci ne puisse être imputée à un programme ou une activité d'un pouvoir public. Le dépassement enfreint d'ailleurs le Règlement 3.1 (Règlements financiers) qui stipule que "toute dépense dont le paiement a été autorisé doit s'inscrire dans le cadre des budgets de programme ou des budgets de production désignés et votés dans des lois de finances ou des warrants" ;
- L'absence de présentation d'information budgétaire sur la même base que les états financiers est contraire aux conditions requises du Règlement 12.3 des Règlements financiers et de la norme 24 des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ;
- L'article 47 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique stipule que tout argent géré en fiducie par l'État doit être comptabilisé séparément des deniers publics et détenu sur un compte bancaire distinct. Or ces impératifs n'ont pas été respectés ;
- La déclaration dans les conventions comptables comme quoi les comptes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ne peut être satisfaite, car il existe des carences d'information qui nécessitent de plus amples explications pour non publicité.

Toutes les violations des lois et les questions se rapportant à la "limitation de l'étendue" ont été signalées et discutées plus en détail dans le rapport de gestion délivré pour la présente vérification.

Impartialité

En menant la vérification, nous avons suivi les conditions d'impartialité requises de la part de la fonction de Contrôleur général des comptes de Vanuatu, qui reprennent les conditions d'impartialité prévues dans les normes de vérification internationales.

En dehors de la vérification, nous n'avons aucun lien avec, ni d'intérêt dans l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés).



John Path

Contrôleur Général des Comptes



8 Septembre 2014
Port-Vila Vanuatu

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Ces états financiers représentent les comptes annuels du système d'exercice préparés pour le gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice clos au 31 décembre 2011. Les états ont été établis suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible.

Les comptes annuels pour l'exercice 2010 ont été corrigés pour rectifier des erreurs qui se sont produites dans les comptes des exercices 2009 et 2010 et qui ont été relevées pendant la préparation des comptes de 2011. Ces erreurs se rapportent à des recettes provenant de la Commission des Affaires financières de Vanuatu au titre de l'immatriculation de sociétés extraterritoriales ('offshore'), du droit de timbre, de l'enregistrement de noms commerciaux et d'autres recettes mineures que la CAFV perçoit pour le compte du gouvernement. En 2009, la CAFV a changé sa procédure de soumission des recettes au gouvernement pour ces postes, de mensuellement et trimestriellement à annuellement, au mois de janvier ou février de l'exercice suivant. Ces recettes n'ont pas été prises en compte en 2009 ni en 2010, et seules les espèces effectivement reçues pour chacune de ces années figurent au titre des recettes de l'exercice correspondant.

Un redressement a été effectué aux comptes de 2010, augmentant les recettes de 17 millions de vatu pour refléter les recettes réelles qui auraient dû être prises en compte. Les créances et le solde de la situation nette ont augmenté de 249 millions en 2010 pour refléter les recettes devant provenir de la CAFV. Le solde d'origine et le solde redressé sont affichés par mesure de comparaison dans les tableaux récapitulatifs ci-après.

Le solde d'exploitation du gouvernement est de -1.086 millions en 2011 contre -492 millions en 2010. Ci-suit un bref commentaire sur chacun des principaux états inclus dans les présents comptes :

Le Bilan

Le bilan affiche l'actif et le passif de l'Etat. En 2001, le gouvernement de Vanuatu a commencé le processus d'identifier tous ses éléments d'actif et de passif devant figurer dans les états financiers en vue de passer de la comptabilité de caisse (système de la gestion) à la comptabilité en créances et dettes en 2002. Toutes les dettes au passif ont été prises en compte pour la première fois dans les états financiers en 2002 et un redressement a été effectué sur le compte de participation pour traduire la prise en compte de ce passif dans les livres. Auparavant, celui-ci figurait à part, dans l'état des emprunts, et non pas dans le bilan.

En outre, pour l'exercice 2003, le gouvernement a pris en compte la valeur des immobilisations de l'Etat et des investissements dans des entreprises d'Etat dans le bilan même. Le redressement nécessaire pour ce faire a entraîné la création d'une importante plus-value de réévaluation comme composante du compte de capital de l'Etat. D'autres éléments d'actif et de passif ont été portés au bilan au fur et à mesure de leur identification et de leur évaluation.

La valeur nette de l'Etat à la clôture de l'exercice 2011 se monte à 25,454 milliards de vatu, comme indiqué ci-dessous :

	2011 vatu million	Modifié 2010 vatu million	Original 2010 vatu million
Bilan			
Actif	49,142	47,773	47,524
Passif	23,688	21,972	21,972
Valeur nette	25,454	25,801	25,552

Compte de résultat

Le compte de résultat montre les recettes et les dépenses totales du gouvernement chaque année. L'excédent ou le déficit net des entreprises d'Etat y est compris aussi pour indiquer le solde d'exploitation de toute l'entité de publication publique à la fin de chaque exercice. Ce compte comprend quelques autres postes qui ne figuraient pas dans les comptes antérieurs établis selon le système de la gestion, tels que l'amortissement des éléments d'actif et les pertes ou gains sur le change sur les emprunts. Suit un résumé du compte de résultat consolidé pour chaque exercice :

	2011 vatu million	Modifié 2010 vatu million	Original 2010 vatu million
Résultats consolidés			
Recettes	15,842	17,100	17,083
Dépenses	17,245	15,918	15,918
Recettes moins dépenses	(1,403)	1,182	1,165
Excédent (déficit) net des EE□	262	(1,657)	(1,657)
Solde d'exploitation	(1,141)	(475)	(492)

Toutefois, le déficit net en 2010 est considérablement faussé par le gros projet d'investissement en capital financé par la Millennium Challenge Corporation. Un montant de Vt.2.095 millions a été capitalisé au titre des travaux de voirie financés par la MCC en 2010. Le financement de ces travaux a été comptabilisé au titre de recettes, mais les dépenses seront prises en compte sur la durée de vie utile des routes (sous forme d'amortissement). Par conséquent, le solde d'exploitation est bien supérieur à ce qu'il n'aurait été si ces travaux n'avaient pas été entrepris.

Si l'on exclut les activités financées par des bailleurs de fonds et les mouvements de devises étrangères, le compte de résultat du fonds de fonctionnement affiche un solde d'exploitation (gains sur le change compris) de -1.074 millions de vatu en 2011 et de -2.860 millions de vatu en 2010 comme suit :

	2011 vatu million	Modifié 2010 vatu million	Original 2010 vatu million
Résultats du Fonds de fonctionnement			
Recettes	12,910	12,674	12,657
Dépenses	14,510	13,869	13,869
Recettes moins dépenses	(1,600)	(1,195)	(1,212)
Excédent (déficit) net des EE□	262	(1,657)	(1,657)
Solde d'exploitation□	(1,338)	(2,852)	(2,869)
Moins mouvements de devises étrangères	264	(8)	(8)
Solde d'exploitation après redressement	(1,074)	(2,860)	(2,877)

Compte des emprunts

Les emprunts ont augmenté en 2011 comme suit :

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Emprunts		
Emprunts en devises étrangères	10,441	9,860
Emprunts intérieurs	4,235	3,285
Total des emprunts	14,676	13,144

L'augmentation s'explique par des prélèvements auprès du gouvernement chinois pour mener d'autres travaux dans le cadre du projet e-gouvernement et par un emprunt intérieur supplémentaire de 950 millions de vatu pour financer le déficit du budget de fonctionnement.

COMPTE ANNUELS

du

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au 31 décembre 2011

Compte de résultat
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	Note	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Recettes			
perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat			
Taxation	1	10,538	9,613
Droits de patente et d'enregistrement	1	1,262	1,398
Autres recettes souveraines	1	605	649
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	1	12,405	11,660
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat			
Charges et recouvrements	2	730	945
Revenu de placement	3	167	100
Total des recettes perçues au titre des opérations		897	1,045
Autres recettes			
Contributions de bailleurs de fonds	4	2,804	4,400
Pertes sur la vente de placements	11	-	-
Gains/(pertes) sur le change		(264)	(5)
Total des autres recettes		2,540	4,395
Total des Recettes		15,842	17,100
Dépenses	5		
Dépenses de personnel	6	9,054	8,813
Dépenses de fonctionnement	7	4,235	4,331
Subsides et virements	8	2,174	1,657
Frais financiers		419	361
Amortissement des actifs	12	1,350	489
Passation en charges		13	267
Total des Dépenses	5	17,245	15,918
Recettes moins Dépenses		(1,403)	1,182
Excédent / (Déficit) net moins répartitions attribuable aux Entreprises d'Etat	11	262	(1,657)
Solde d'exploitation		(1,141)	(475)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note: Le compte des résultats englobe toutes les recettes et les dépenses des fonds de fonctionnement et de développement. L'état des secteurs contient des comptes d'activités financières et de résultats distincts pour le fonds de fonctionnement et le fonds de développement.

Bilan
(au 31 décembre 2011)

	<i>Note</i>	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Actif			
En caisse et en banque		2,770	2,917
Créances	9	1,460	1,441
Avances	10	1,802	1,960
Investissements dans les Entreprises d'Etat	11	6,136	5,774
Biens de production	12	36,974	26,861
Travaux d'investissement en capital en cours	12	-	8,820
Total Actif		49,142	47,773
Passif			
Créditeurs et Provisions	13	860	1,083
Prestations dues aux employés	14	7,571	7,051
Dettes comptes en fiducie	15	581	694
Emprunts		14,676	13,144
Total Passif		23,688	21,972
Total Actif moins Passif		25,454	25,801
Valeur nette □			
Solde fonds de fonctionnement		7,325	8,183
Solde fonds de développement		2,499	2,376
Réserve spéciale		10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables		5,461	5,073
Total valeur nette		25,454	25,801

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note: Le bilan comprend tous les éléments d'actif et de passif relatifs aux fonds de fonctionnement, de fiducie et de développement.
Des précisions sur les emprunts figurent dans le compte des emprunts.
Des précisions sur l'évolution de la situation nette (valeur nette) sont apportées dans l'état de l'évolution de la situation nette.

Etat des mouvements de la trésorerie
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Flux de l'encaisse – Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Recettes fiscales	10,732	9,926
Droits de patente et d'enregistrement	1,215	1,367
Contributions de bailleurs de fonds	2,872	4,287
Autres recettes souveraines	587	622
Revenu de placement	192	113
Autres encaissements de fonctionnement	710	668
Total encaisse de fonctionnement :	16,308	16,983
Décaissements :		
Paielements du personnel	8,665	8,608
Paielements de fonctionnement	4,556	4,410
Subsides et virements	2,130	1,663
Frais financiers	397	322
Total décaissement de fonctionnement	15,748	15,003
Encaisse nette de fonctionnement	560	1,980
Flux de l'encaisse – Activités d'investissement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Vente d'éléments d'actif physiques	-	-
Remboursement d'avances par des EE	167	14
Vente d'investissements	-	-
Total encaisse d'investissement	167	14
Décaissements :		
Achat d'actifs matériels	1,849	3,100
Avances à des EE	100	500
Total décaissement d'investissement	1,949	3,600
Encaisse nette d'investissement	(1,782)	(3,586)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des mouvements de la trésorerie (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Flux de l'encaisse – Activités de financement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Déblocage d'emprunts intérieurs	1,250	1,199
Déblocage d'emprunts extérieurs	590	562
Encaissements / (décaissements) nets de fonds	(158)	(82)
Total encaisse des activités de financement	1,682	1,679
Décaissements :		
Remboursement d'emprunts intérieurs	300	399
Remboursement d'emprunts extérieurs	307	294
Total décaissements pour activités de financement	607	693
Flux monétaire net des activités de financement	1,075	986
Augmentation /(Diminution) nette de l'encaisse	(147)	(620)
Plus solde d'ouverture	2,917	3,537
Solde de clôture	2,770	2,917

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation

(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Flux de l'encaisse nets provenant d'exploitation	560	1,980
Postes inclus dans solde d'exploitation mais non pas dans les flux de l'encaisse nets		
Evolution des évaluations		
Gains/(pertes) nets sur le change non matérialisés	(263)	15
Passations en charges hors trésorerie	(13)	(267)
Total évolution des évaluations	(276)	(252)
Mouvements d'actif		
Amortissement	(1,350)	(489)
Excédent/(déficit) net, moins répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat	262	(1,657)
Autre mouvements d'actif	(56)	(50)
Total Asset Movements	(1,144)	(2,196)
Mouvements au niveau du capital de roulement		
Augmentation/(diminution) des créances	19	278
Moins les régularisations à recevoir pour CAFV	-	(232)
Augmentation/(Diminution) des avances aux	(3)	(1)
(Augmentation)/Diminution des charges à payer et	223	24
(Augmentation)/Diminution des prestations des	(520)	(76)
Total Mouvements Capital de roulement	(281)	(7)
Solde d'exploitation	(1,141)	(475)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Solde d'ouverture Situation nette		
Fonds de fonctionnement	8,183	8,301
Fonds de développement	2,376	2,094
Réserve spéciale	10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	5,073	4,778
Solde d'ouverte de la situation nette	25,801	25,342
Excédent / (Déficit) net		
Fonds de fonctionnement	(1,338)	(2,852)
Fonds de développement	123	282
Excédent / (Déficit) net	(1,215)	(2,570)
Autres mouvements		
Fonds de fonctionnement	480	2,734
Réserve spéciale	-	-
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	388	295
Autres mouvements	868	3,029
Solde de clôture		
Fonds de fonctionnement	7,325	8,183
Fonds de développement	2,499	2,376
Réserve spéciale	10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	5,461	5,073
Solde de clôture de la situation nette	25,454	25,801

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette (suite) (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

Solde du fonds de fonctionnement

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Fonctionnement	8,183	8,301
Excédent/(Déficit) net de l'exercice	(1,338)	(2,852)
Régularisation créances CAFV non constatées dans les exercices antérieurs	-	232
Transfert de plus-value de réévaluation d'immobilisations amortissables	407	407
Soldes des constructions en cours transférés du fonds de développement	74	2,095
Rounding	(1)	
Solde de clôture Fonds de Fonctionnement	7,325	8,183

L'excédent/(Déficit) net pour l'exercice comprend l'amortissement pour toutes les immobilisations. Ces éléments d'actif ont été, en grande partie, introduits dans le bilan en 2003 et c'est alors qu'une plus-value de réévaluation a été établie pour les immobilisations amortissables en cette année. Celles-ci avaient été imputées aux dépenses dans les exercices antérieurs et il n'a pas été possible de reprendre les comptes antérieurs pour refléter ce changement. Afin de refléter l'évolution réelle du solde du fonds de fonctionnement de façon plus pertinente, l'amortissement pour tous les éléments d'actif est constaté comme dépense dans le compte des résultats, tandis que l'amortissement des éléments d'actif rapportés et réévalués par rapport à la plus-value de réévaluation est porté comme étant un virement de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables dans l'état de l'évolution de la situation nette.

Les soldes de travaux de construction en cours, de 2.095 millions en 2010 et 74 millions en 2011 qui ont été transférés du fonds de développement, représentent les travaux d'investissement en capital financés par la Millennium Challenge Corporation. Le solde du fonds de développement représente la part non dépensée des fonds reçus de bailleurs de fonds, indépendamment de savoir s'ils ont été affectés à des dépenses ou à l'achat d'éléments d'actif physiques. L'achat de biens matériels par le fonds de développement produira un solde d'exploitation excédentaire sur le fonds de développement dans l'exercice où lesdits fonds ont été reçus et une dépense d'amortissement supplémentaire qui devra être constatée dans le fonds de fonctionnement sur la durée de vie utile des biens en question. L'excédent du solde d'exploitation sur le fonds de développement a été transféré au solde du fonds de fonctionnement pour couvrir les dépenses d'amortissement dans les années à venir.

Les comptes annuels pour l'exercice 2010 ont été corrigés pour rectifier des erreurs qui se sont produites dans les comptes des exercices 2009 et 2010 et qui ont été relevées pendant la préparation des comptes de 2011. Ces erreurs se rapportent à des recettes provenant de la Commission des Affaires financières de Vanuatu au titre de l'immatriculation de sociétés extraterritoriales ('offshore'), du droit de timbre, de l'enregistrement de noms commerciaux et d'autres recettes mineures que la CAFV perçoit pour le compte du gouvernement. En 2009, la CAFV a changé sa procédure de soumission des recettes au gouvernement pour ces postes, de mensuellement et trimestriellement à annuellement, au mois de janvier ou février de l'exercice suivant. Ces recettes n'ont pas été prises en compte en 2009 ni en 2010, et seules les espèces effectivement reçues pour chacune de ces années figurent au titre des recettes de l'exercice correspondant.

Un redressement a été effectué aux comptes de 2010, consistant à réduire le déficit net de 17 millions de vatu pour refléter les recettes réelles qui auraient dû être prises en compte. Le solde de la situation nette se rapportant au fonds de fonctionnement a été augmenté de 232 millions supplémentaires en 2010 pour refléter les recettes devant provenir de la CAFV. L'augmentation totale des créances est de 249 millions vatu (17 millions plus 232 millions).

Etat de l'évolution de la situation nette (suite) (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

Solde du fonds de développement

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Développement	2,376	2,094
Excédent/(Déficit) de l'exercice	123	282
Solde de clôture Fonds de Développement	2,499	2,376

Le solde du fonds de développement représente des montants provenant de bailleurs de fonds pour des projets de développement qui n'ont pas encore été dépensés. Ceux-ci sont tenus en réserve pour chaque projet approuvé jusqu'à ce qu'ils soient engagés au titre des dépenses par le ministère ou l'instance chargée du projet. Les apports de bailleurs de fonds sont déposés sur un compte en fiducie distinct à la Banque de la Réserve.

Rapprochement de la dette impayée pour contributions de bailleurs de fonds non dépensées et du compte bancaire du Fonds de développement

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Rapprochement des soldes du fonds de développement		
Solde des contributions non dépensées de	2,499	2,376
Solde du compte bancaire du fonds de	2,593	2,344
Espèces dues au compte bancaire du fonds de dévelo	(94)	32
Solde d'autres comptes bancaires (pour couvrir ce qui est dû au fonds de développement)	177	573

Les apports de bailleurs de fonds sont versés sur un compte en fiducie à part à la Banque de Réserve. Le gouvernement de Vanuatu prélève les paiements pour des projets de bailleurs de fonds sur le compte bancaire principal et retire suffisamment du compte en fiducie du fonds de développement pour faire face aux paiements anticipés du mois suivant. De ce fait, le solde sur le compte bancaire du fonds de développement pourra être différent du montant total restant à dépenser. La différence entre le passif que constituent les apports non dépensés des bailleurs de fonds et le solde en compte bancaire est indiquée dans le rapprochement ci-dessus. En 2010, le solde détenu sur le compte en fiducie du fonds de développement était de 32 millions de moins que les apports non dépensés des bailleurs de fonds, tandis qu'en 2011, il y avait 94 millions de plus que ceux-ci n'avaient contribué et qui n'avaient pas encore été dépensés.

Solde de la réserve spéciale

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Solde d'ouverture Réserve Spéciale	10,169	10,169
Provision pour indemnités de départ et de retraite des employés prises en compte en 2009	-	-
Solde de clôture Réserve Spéciale	10,169	10,169

La réserve spéciale comporte les postes (à l'exclusion d'immobilisations amortissables) portés au bilan lors de la transition de méthode de la comptabilité de caisse à celle de la comptabilité en créances et dettes. Y sont compris les soldes d'ouverture pour les entreprises d'Etat, les provisions pour indemnités d'ancienneté, les créances, les comptes fournisseurs, etc. lorsqu'ils ont été portés pour la première fois au bilan.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

Solde de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables

	2011	2010 Retraité
	vatu million	vatu million
Solde d'ouverture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	5,073	4,778
Soldes de la réévaluation des immobilisations prise en compte dans le bilan	795	702
Virement au solde du fonds de fonctionnement pour amortissement imputé à l'actif rapporté	(407)	(407)
Solde de clôture Plus-value de réévaluation de l'actif	5,461	5,073

Les immobilisations du gouvernement ont été réévaluées et portées au bilan de 2003. D'autres sont venues s'y ajouter au cours des exercices ultérieurs. La plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables a été établie pour constater cette réévaluation. L'amortissement d'éléments d'actif rapporté à cette plus-value dans chaque exercice est viré au solde du fonds de fonctionnement et à terme, cette plus-value sera graduellement ramenée à zéro au fur et à mesure que les éléments d'actif sont entièrement amortis.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Compte des emprunts (au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Emprunts en devises étrangères		
Solde d'ouverture	9,860	9,660
Prélèvements de capital	590	562
Remboursements de capital	(307)	(298)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	299	(64)
Solde de clôture	10,441	9,860
Emprunts intérieurs □		
Solde d'ouverture	3,285	2,485
Prélèvements de capital	1,250	1,199
Remboursements de capital	(300)	(399)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	-	-
Solde de clôture	4,235	3,285
Total des emprunts □		
Solde d'ouverture	13,144	12,145
Prélèvements de capital	1,840	1,761
Remboursements de capital	(607)	(697)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	299	(64)
Solde de clôture	14,676	13,144

Ce compte résume les mouvements des emprunts extérieurs et intérieurs au cours de chaque exercice. Un état détaillé des emprunts, par monnaie, avec le solde de chaque emprunt, est présenté aux pages suivantes. De plus amples informations sur les emprunts apparaissent dans la Note 16 – Instruments financiers.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise
(au 31 décembre 2011)

	2011	2010 Retraité
	vatu million	vatu million
Emprunts en monnaie étrangère par devise		
Yuan Renminbi chinois	2,792	3,103
Yen japonais	3,846	2,718
Dollar américain	1,411	1,450
Droits de tirage spéciaux de l'AID	1,037	1,087
Euro	726	841
Dollar australien	434	456
Franc suisse	103	108
Dollar canadien	73	77
Couronne suédoise	12	12
Couronne danoise	6	7
Won coréen	1	1
Total des emprunts en devises étrangères	10,441	9,860

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts (ventilés)
(au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Prêts de la Banque Asiatique de Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	48	52
Prêt pour projets multiples	234	246
Banque de Développement de Vanuatu	41	45
Banque de Développement de Vanuatu/IFD	275	277
Quai de Santo	469	493
Complément pour quai de Santo	313	323
Infrastructure urbaine	1,063	1,054
Programme de réforme globale	2,492	2,455
Cyclone Dani	197	204
Total des emprunts à la BAD	5,134	5,150
Prêts de l'Association Internationale pour le Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	107	112
Prêt pour projets multiples	201	208
PASEP	608	641
Logements	121	125
Total des emprunts à l'AID	1,037	1,087
Autres prêts en devises étrangères		
Prêt de la CFD pour Telecom Vanuatu Ltd	259	297
Prêt de la BEI pour le projet Bauerfield	165	223
Prêt de la Chine pour le projet e-gouvernement	2,948	2,247
Air Vanuatu achat d'appareils chinois Y-12	898	856
Total des autres prêts en devises étrangères	4,271	3,623
Total des prêts en devises étrangères	10,441	9,860
Emprunts intérieurs	4,235	3,285
Total des emprunts	14,676	13,144

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des engagements
(au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Engagements en capital		
Echéance à 1 an	578	3,513
Echéance de 2 à 5 ans	-	-
Echéance au delà de 5 ans	-	-
Total des engagements en capital	578	3,513
Engagements de fonctionnement		
Echéance à 1 an	75	75
Echéance de 2 à 5 ans	243	243
Echéance au delà de 5 ans	243	243
Total des engagements de fonctionnement	561	561
Total des engagements	1,139	4,074

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des risques financiers spécifiques (au 31 décembre 2011)

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Dettes éventuelles quantifiables		
Garanties et indemnités	12,789	11,427
Capital non encore appelé	3,628	3,621
Poursuites judiciaires et litiges	1,646	7,556
Autres dettes éventuelles	-	20
Total des dettes éventuelles quantifiables	18,063	22,624
Eléments d'actif éventuels quantifiables		
Poursuites judiciaires et litiges	73	73
Total des éléments d'actif éventuels quantifiables	73	73

Liste des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs

Les dettes éventuelles sont des coûts que le gouvernement devra assumer seulement si un événement particulier se produit. Les éléments d'actif éventuels sont des biens potentiels qui dépendent de ce qu'un événement particulier se produise. La probabilité de ce que de chaque événement se produise et que l'élément de passif ou d'actif éventuel se matérialise varie énormément et dans bon nombre de cas il est peu probable que l'un ou l'autre se matérialise jamais.

Seuls les éléments de passif et d'actif éventuels supérieurs à 50 millions de vatu sont signalés séparément. Ceux qui sont inférieurs à ce montant sont compris dans les totaux indiqués dans le tableau ci-dessus, mais ne sont pas inclus dans la liste qui suit. Lorsqu'un élément de passif ou d'actif éventuel n'est pas quantifiable, mais qu'il est jugé conséquent, il figure aussi sur cette liste. Les montants indiqués pour des procédures judiciaires et des litiges s'entendent hors intérêts et dépens qui pourraient être réclamés si les tribunaux statuent contre le gouvernement sur ces affaires. Les éléments de passif et d'actif éventuels significatifs sont énumérés ci-dessous :

		2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Garanties et Indemnités			
Banque Nationale de Vanuatu	Garantie de remboursement de tous les fonds déposés auprès de la Banque Nationale de Vanuatu consentie par le gouvernement de Vanuatu	10,649	9,295
Air Vanuatu	Garanties de prêts consenties à la CNPV, la Banque BRED et à des sociétés de crédit-bail pour des avions, à l'appui de l'exploitation de la compagnie aérienne nationale, Air Vanuatu.	2,053	2,045
Pacific Aviation Security Office (Sécurité de l'aviation dans le Pacifique)	Garantie de prêt consentie à la Banque Asiatique de Développement pour 25% d'un prêt de 1.033,00 DTS (env. USD \$1,9m) accordé à Pacific Aviation Security Office.	44	44
Société Nationale de l'Habitat	Garantie de prêt consentie à la Commonwealth Development Corporation pour un prêt de £300.000 à la Société Nationale de l'Habitat pour divers projets de développement.	43	43
Total Garanties et Indemnités		12,789	11,427

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs (suite)

		2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Capital non appelé et billets non producteurs d'intérêts			
Fonds Monétaire International	BNPI pour la cotisation de Vanuatu comme membre du FMI	2,125	2,125
Banque Asiatique de Développement	BNPI pour l'adhésion (USD \$201.000) et souscriptions de capital non appelé pour cotisations de Vanuatu en tant que membre de la BAD (USD \$2.762.000)	277	276
Banque Asiatique de Développement	Proposition d'augmentation générale de capital pour les contributions de membres de la BAD	1,226	1,220
Total Capital non appelé et billets NPI		3,628	3,621
Autres dettes éventuelles			
Organisation Mondiale du Commerce	Droits impayés à l'OMC (1985-2008) au cas où Vanuatu venait à y adhérer.	-	20
Total autres dettes éventuelles		-	20

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des secteurs – Compte d’exploitation financière du fonds de développement
(pour l’exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Solde d'ouverture	2,376	2,094
Contributions de bailleurs de fonds		
Millennium Challenge Corporation	155	1,890
Australie	1,382	1,595
Nouvelle-Zélande	260	466
Nations Unies	138	158
Union Européenne	6	97
Gouvernement de Vanuatu	140	85
Japon	642	78
Organisation Mondiale de la Santé	50	29
Chine	7	3
France	32	14
Contributions d'autres bailleurs de fonds	142	113
Autres recettes	136	143
Gains / (Pertes) sur le change	-	(13)
Total Contributions des bailleurs de fonds	3,090	4,658
Dépenses par Ministère		
Infrastructure et Entreprises de Services publics	1,374	2,643
Finances et Gestion Economique	378	421
Santé	389	225
Education	510	660
Affaires Intérieures	28	113
Terres, Géologie et Mines	111	184
Justice et Services communautaires	34	56
Organes constitutionnels du gouvernement	23	19
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture et Pêches	31	23
Commerce, Industrie et Tourisme	58	16
Bureau du Premier Ministre	10	9
Affaires étrangères et Commerce Extérieur	-	-
Développement des Jeunes et Formation	15	1
Coopératives et Promotion des entreprises Ni-Vanuatu	-	-
Virements sur Fonds de fonctionnement à l'appui du budget	6	7
Autres redressements	-	(1)
Total des dépenses	2,967	4,376
Mouvement du Fonds de Développement	123	282
Solde de clôture	2,499	2,376

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Recettes		
perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat		
Taxation	10,538	9,613
Droits de patente et d'enregistrement	1,149	1,301
Autres recettes souveraines	605	649
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	12,292	11,563
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat		
Charges et recouvrements	721	910
Revenu de placement	155	89
Total des recettes perçues au titre des opérations	876	999
Autres recettes		
Contributions de bailleurs de fonds	6	104
Pertes sur la vente de placements	-	-
Gains/(pertes) sur le change	(264)	8
Total des autres recettes	(258)	112
Total des Recettes	12,910	12,674
Dépenses		
Dépenses de personnel	8,714	8,385
Dépenses de fonctionnement	1,993	2,927
Subsides et virements	2,021	1,440
Frais financiers	419	361
Amortissement des actifs	1,350	489
Passation en charges	13	267
Total des Dépenses	14,510	13,869
Recettes moins Dépenses	(1,600)	(1,195)
Excédent / (Déficit) net, moins répartitions, attribuable aux Entreprises d'Etat	262	(1,657)
Solde d'exploitation du fonds de fonctionnement	(1,338)	(2,852)
Virement de plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	407	407
Mouvement du fonds de fonctionnement sur l'exercice	(931)	(2,445)
Rapprochement avec solde d'exploitation consolidé		
Solde d'exploitation du fonds de fonctionnement	(1,338)	(2,852)
Mouvement du fonds de développement	123	282
Dépenses pour travaux de voirie par MCA et VTSSP inscrites au titre de travaux en cours dans le bilan	74	2,095
Solde d'exploitation consolidé	(1,141)	(475)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Déclaration des principes comptables

Entité présentant l'information

L'entité économique du gouvernement comprend les ministères, les départements d'Etat, les établissements financiers contrôlés par le gouvernement et toutes les autres entités appartenant à l'Etat ou sous son contrôle.

Les comptes annuels reflètent avant tout les transactions financières et les informations afférentes des ministères et départements d'Etat. Ils contiennent en outre une appréciation des intérêts financiers que le gouvernement détient dans des institutions et entités morales d'Etat.

Ne sont pas contenues dans ces comptes annuels les transactions financières et les informations afférentes des écoles, des conseils provinciaux et municipaux.

Conventions comptables

Les comptes annuels ont été préparés suivant les impératifs des articles 24 et 26 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), des règles de finances du gouvernement et, dans la mesure du possible, en conformité avec les normes internationales de publicité financière et les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables.

Les comptes annuels ont été préparés sur la base du système de l'exercice et suivant la comptabilité au coût d'origine, sauf indication contraire.

Période d'information comptable

La période d'information comptable à laquelle se rapportent ces états financiers est l'exercice clos au 31 décembre 2011.

Base de regroupement

Tous les ministères, organes et services gouvernementaux essentiels sont regroupés en appliquant la méthode de de l'achat pur et simple. Les éléments d'actif et de passif, les recettes et dépenses correspondants s'ajoutent les uns aux autres ligne par ligne et les transactions et soldes entre entités s'annulent lors du regroupement.

Les investissements du gouvernement dans des institutions et personnes morales de l'Etat, ainsi que dans la Banque de Réserve de Vanuatu, sont répertoriés suivant la méthode de la mise en équivalence. Pour déterminer le montant qui sera porté au bilan en fin d'exercice pour de tels investissements, une régularisation est effectuée à l'aide de la méthode de la mise en équivalence pour tenir compte de tout changement ultérieur à la quote-part du gouvernement dans l'actif net de telles entités, en se fondant sur leurs derniers états financiers en date et leur évolution financière postérieure.

A l'origine, la constatation de cette catégorie d'actif dans le bilan en 2003 a conduit à inscrire un crédit à la réserve de capital. Les régularisations de la valeur comptable de ces investissements effectuées subséquentement apparaissent dans le compte des résultats.

Recettes

Recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat

L'Etat fournit de nombreux biens et services et prestations qui ne donnent pas lieu à des recettes. Par ailleurs, le fait de payer des taxes ne signifie pas, en soi, que le contribuable puisse prétendre à une valeur équivalente de services ou de prestations, car il n'y a aucun lien direct entre le paiement de taxes et la réception de services et de virements publics.

Les recettes publiques générées par les taxes et les droits et pénalités réglementaires sont constatées au moment où se produit la transaction ou l'évènement donnant lieu à la recette. Pour les principales recettes de cette catégorie, le moment de la constatation de la perception est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Type de recettes	Moment de la constatation de la perception
Taxe sur la valeur ajoutée	A l'achat ou la vente de biens ou services imposables au cours de la période fiscale
Droits d'importation, accise et tarifs	Au passage des biens soumis aux droits de douane au delà de la limite douanière (ou à la sortie de l'entrepôt)
Impôts fonciers	A l'expiration de la date d'imposition
Patentes et enregistrements	Lors du paiement du droit
Autres taxes et contributions	Dès lors qu'elles deviennent des dettes envers l'Etat

Revenu de placement

Le revenu de placement est constaté dans la période au cours de laquelle il est produit. Les intérêts générés par des prêts consentis à des entités étatiques s'accumulent périodiquement par renvoi au capital restant à payer, au taux d'intérêt applicable et au taux de change pertinent.

Les dividendes générés par les investissements dans des entités étatiques sont constatés dans la période au cours de laquelle ils sont distribués lorsque l'entité en question a établi définitivement ses comptes annuels, sans quoi ils sont constatés une fois qu'ils ont été perçus.

Recettes produites dans le cadre de l'exploitation

Si des recettes sont perçues par l'Etat en échange de la fourniture de biens ou de services à des tiers, l'Etat perçoit ses recettes au titre des opérations d'exploitation. Elles sont constatées lorsqu'elles sont produites.

Gains

Les gains réalisés sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatés dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction est effectuée.

Les gains sur le change non matérialisés relatifs à des éléments d'actif ou de passif monétaires sont constatés dans le compte des résultats.

Des gains non matérialisés découlant de changements de la valeur de biens de production (terrains, constructions, matériel) sont constatés à la date d'arrêté des comptes. Dans la mesure où un gain est une contrepassation d'une perte imputée antérieurement au compte des résultats, ce gain est porté au crédit du compte des résultats. Autrement, les gains sont portés au crédit d'une plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif.

Dépenses

Frais généraux

Ces dépenses sont constatées dans la période auxquelles elles se rapportent.

Subventions et subsides

Lorsque les subventions et les subsides sont discrétionnaires jusqu'à ce qu'ils soient payés, la dépense est constatée une fois le paiement effectué. Autrement, la dépense est constatée quand les critères spécifiques ont été remplis et que l'Etat en a été notifié.

Pertes

Les pertes matérialisées sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatées dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu.

Des pertes non matérialisées sur le change relativement à des éléments d'actif et de passif monétaires sont constatées dans le compte des résultats.

Les pertes non matérialisées (hors pertes sur le change) résultant de changements de la valeur de biens de production sont constatées à la date d'arrêté des comptes. Elles sont

d'abord imputées à la plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif. Tout solde, le cas échéant, est imputé au compte des résultats.

Transactions en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont répertoriées au cours du vatu à la date de la transaction ou au cours tel que fixé d'avance si l'opération relève d'un contrat de taux de change à terme. Les différences de change se produisant au moment du règlement de ces transactions sont constatées dans le compte des résultats.

Les opérations en devises étrangères non exécutées sont converties au cours du vatu à la date de clôture. Les gains ou pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats de l'exercice durant lequel ils se produisent.

Les cours appliqués dans ces comptes annuels sont les taux moyens indiqués par la Banque de Réserve de Vanuatu.

Amortissement

L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés de façon à affecter le coût ou l'évaluation d'un élément de biens de production, moins une valeur résiduelle éventuelle estimée, sur la période de sa vie utile estimée. La durée de vie utile telle qu'estimée pour différentes catégories de biens de production est typiquement la suivante :

Bâtiments en propriété perpétuelle :	de 25 à 50 ans ;
Infrastructure :	de 8 à 50 ans ; et
Machines, matériel et véhicules :	de 2 à 10 ans

Eléments d'actif

Encaisse

L'encaisse comprend les fonds en caisse et les fonds disponibles en banque, en compte courant ou en dépôt à court terme. Les soldes de découverts en compte courant sont pris en compte dans le solde de l'encaisse.

Eléments d'actif monétaires en devises étrangères

Les actifs monétaires à court terme objet de contrats à terme sont convertis en vatu au taux contractuel. Autrement, les actifs monétaires en devises sont convertis au taux de change de clôture.

Les gains et pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Créances et avances

Les créances et les avances sont comptabilisées sur la base des montants qu'il est prévu de récupérer à terme au comptant. Les avances libellées en devise étrangères sont converties en vatu au taux de clôture.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés sur la base du coût à l'achat ou de la valeur nette de réalisation, des deux, le montant le moins élevé.

Biens de production (terrains, constructions et matériel)

Les biens de production constatés pour la première fois dans le compte des résultats ont été comptabilisés sur la base de la fraction non amortie du coût arrêté en fonction d'évaluations au prix du marché et d'expertises techniques effectuées par des évaluateurs professionnels. La fraction non-amortie du coût est basée sur le coût estimé de construction ou d'achat, diminué en tenant compte de facteurs d'âge et de dégradation de l'actif.

Les éléments d'actif acquis ultérieurement sont comptabilisés à prix coûtant ou, s'ils ont été fournis par des bailleurs de fonds ou acquis autrement gratuitement ou pour une contrepartie symbolique, sur la base de leur évaluation, c'est-à-dire leur juste valeur à la date d'acquisition.

Terres domaniales à Port-Vila et Luganville

Les terres dans les périmètres municipaux de Port-Vila et Luganville appartiennent à l'Etat et ont été comptabilisées à leur juste valeur telle qu'arrêtée par l'Evaluateur général.

Eléments de passif

Emprunts

Les dettes du gouvernement en matière de dette publique sont constatées dans le bilan lorsque le gouvernement devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments de prêt correspondants et sont pris en compte à l'origine à l'équivalent en vatu du prélèvement de l'emprunt.

Les soldes des emprunts restant à payer qui sont libellés et remboursables en devise étrangère sont reconvertis en vatu au taux applicable à la date d'arrêté des comptes. Les charges d'intérêts sont imputées au compte des résultats de l'exercice au cours duquel elles arrivent à échéance. Toutes les différences de change résultant des fluctuations monétaires sont prises en compte dans le compte des résultats, qu'elles se soient matérialisées ou non.

Prestations dues aux employés

Les prestations dues aux employés au titre des salaires et des payes, des congés annuels et autres prestations semblables sont constatées lorsqu'elles deviennent exigibles. La charge des prestations des employés est comptabilisée à la valeur actuelle de la trésorerie prévisionnelle future.

Engagements

Les engagements sont des dépenses et dettes futures qui vont être encourues dans le cadre de contrats conclus à la date d'arrêté des comptes. Ils comprennent les engagements de fonctionnement et de capital résultant d'obligations contractuelles ou légales non résiliables. Les engagements relatifs aux intérêts sur des dettes et ceux relatifs à des contrats de travail ne sont pas compris dans le tableau des engagements.

Eléments de passif et d'actif éventuels

Les éléments de passif et d'actif éventuels sont portés dans l'état des risques financiers particuliers au moment où l'éventualité devient manifeste.

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Recettes fiscales		
Taxe sur la Valeur Ajoutée	5,040	4,558
Droits d'importation	2,889	2,664
Accise	1,936	1,882
Impôt sur le chiffre d'affaires	319	268
Vignette	177	80
Droit et taxes sur le jeu d'argent	90	73
Impôt locatif	62	64
Droits à l'exportation	1	1
Autres taxes	24	23
Total des recettes fiscales	10,538	9,613
Droits de patente et d'enregistrement		
Droits de patente et d'enregistrement	201	255
Licences de véhicules	156	271
Droit de timbre sur les sociétés	127	150
Licences et immatriculation de bateaux de pêche	185	161
Permis de travail	162	141
Permis de séjour	157	124
Droits d'immatriculation de navires	46	68
Redevances minières	84	-
Licences de télécommunication et radio	11	82
Immatriculation de sociétés offshore	66	99
Autres droits de licence et d'enregistrement	67	47
Total des droits de patente et d'enregistrement	1,262	1,398
Autres recettes souveraines		
Loyers fonciers, enregistrement et primes	584	631
Droits de concession	-	-
Amendes	20	17
Amendes et pénalités des entreprises de services publics	1	1
Total des autres recettes souveraines	605	649
Total des recettes souveraines	12,405	11,660

Les comptes annuels pour l'exercice 2010 ont été corrigés pour rectifier des erreurs qui se sont produites dans les comptes des exercices 2009 et 2010 et qui ont été relevées pendant la préparation des comptes de 2011. Ces erreurs se rapportent à des recettes provenant de la Commission des Affaires financières de Vanuatu au titre de l'immatriculation de sociétés extraterritoriales ('offshore'), du droit de timbre, de l'enregistrement de noms commerciaux et d'autres recettes mineures que la CAFV perçoit pour le compte du gouvernement. En 2009, la CAFV a changé sa procédure de soumission des recettes au gouvernement pour ces postes, de mensuellement et trimestriellement à annuellement, au mois de janvier ou février

de l'exercice suivant. Ces recettes n'ont pas été prises en compte en 2009 ni en 2010, et seules les espèces effectivement reçues pour chacune de ces années figurent au titre des recettes de l'exercice correspondant.

Un redressement a été effectué aux comptes de 2010 pour les postes de recettes suivants :

- Les droits de timbre sur les sociétés ont été majorés de 19 millions de vatu, pour passer de 131 millions à 150 millions ; et
- Immatriculation – Les sociétés 'offshore' ont diminué de 2 millions de vatu, passant de 101 millions à 99 millions.

Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Dégrèvements d'ordre économique		
Gas-oil pour la production d'électricité	295	37
Biens de fabrication ou de transformation	71	71
Projets de développement touristique	11	10
Marchandises de cabotage	-	-
Autres dégrèvements économiques	3	57
Total des dégrèvements d'ordre économique	380	175
Autres dégrèvements		
Marchandises données ou importées pour des projets d'aide	397	723
Groupe de Fer de Lance Mélanésien	342	245
Marchandises importées en vertu de conventions/accords internationaux	65	49
Dégrèvements pour groupes et organisations à but non lucratif	52	69
Dégrèvements personnels	68	80
Marchandises en importation temporaire	44	48
Promotion de la sécurité, de la santé ou du salut public à l'échelon national	-	1
Dégrèvements divers sous condition	35	11
Total des autres dégrèvements	1,003	1,226
Total des exonérations et dégrèvements fiscaux	1,383	1,401

Les marchandises importées qui satisfont à certaines conditions, telles que stipulées à l'Annexe III du recueil des tarifs douaniers, sont soit exonérées des droits de douane soit assujetties à des tarifs inférieurs à ceux qui seraient ordinairement applicables. L'annexe fait ressortir les montants des droits ou tarifs à l'importation qui auraient été perçus si ces exonérations ou dégrèvements n'avaient pas été accordés. Ces montants ne sont pas inscrits au titre des recettes de l'exercice puisqu'ils n'ont jamais été imputés ni perçus et reflètent des décisions fiscales prises par les pouvoirs publics.

L'information sur les exonérations et dégrèvements fiscaux est fournie par le Service de la Douane et des Contributions Indirectes.

Note 2 : Charges et recouvrements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Charges et recouvrements		
Recouvrements et charges généraux	300	380
Droits de port et de quai	166	189
Fonds en fiducie non réclamés virés au Trésor	-	163
Droits de débarquement	83	71
Recouvrements abonnements à l'eau	33	30
Locations immobilières	20	18
Droits maritimes	15	18
Licences de port d'armes	16	16
Droits hospitaliers	17	16
Droits électoraux	9	-
Droits de passports	63	36
Amendes de la circulation routière	8	8
Total des charges et recouvrements	730	945

La catégorie de recettes Charges et recouvrements comprend des recettes que les ministères perçoivent pour des biens ou services qu'ils fournissent. Les locations immobilières se rapportent principalement à la location de maisons de fonction à des employés du gouvernement à des tarifs fixés par la Commission compétente ou la Loi pertinente dont relève cette catégorie d'employés.

Note 3 : Revenu de placement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Revenu de placement		
Intérêts créditeurs		
Intérêts sur avances	31	11
Intérêts sur dépôts en banque	16	29
Total des intérêts créditeurs	47	40
Dividendes		
Banque de Réserve de Vanuatu	50	0
Dividendes de la Sté Postal Services Ltd	70	55
Dividendes de la Banque Nationale	0	0
Dividendes de la Sté Ifira Wharf & Stevedoring	0	0
Dividendes de la Sté Northern Island Stevedoring	0	5
Autres dividendes	0	0
Total Dividendes	120	60
Total Revenu de placement	167	100

Le gouvernement perçoit des intérêts sur des avances consenties à Airports Vanuatu Ltd., Air Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd. Ces avances correspondent à des emprunts contractés auprès de la Caisse Française de Développement (CFD), de l'EximBank et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui sont

ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Les intérêts créditeurs sont compensés par des intérêts débiteurs sur les soldes des emprunts restant à payer par le gouvernement, mais toutes les transactions sont affichées sur une base brute (les intérêts créditeurs et débiteurs sont tous deux portés au compte des résultats), conformément aux normes internationales de comptabilité publique.

Le détail des soldes d'avances restant à payer figure sous la Note 10 : Avances. Le détail des dettes publiques impayées dues à des organismes prêteurs apparaît dans le tableau des emprunts.

Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011	2010 Retraité
	vatu million	vatu million
Contributions de bailleurs de fonds		
Millennium Challenge Corporation	145	1,847
Australie	1,382	1,595
Nouvelle-Zélande	260	466
Nations Unies	138	158
Union Européenne	6	97
Japon	642	78
Organisation Mondiale de la Santé	50	29
Chine	7	3
France	32	14
Autres contributions	142	113
Total Contributions de bailleurs de fonds	2,804	4,400
Rapprochement avec l'état des activités financières du Fonds de développement		
Contrepassation :		
Contributions du gouvernement de Vanuatu éliminées à la consolidation	140	85
Contributions et dépenses de MCC imputées à 2 projets	10	43
Rentrées non de bailleurs de fonds	136	143
Gain/(Perte) sur le change	-	(13)
Contributions de bailleurs de fonds selon le Fonds de développement	3,090	4,658

Les contributions de bailleurs de fonds comprennent uniquement celles reçues en espèces pour des projets spécifiques. Les recettes, dépenses et dépenses (achats) en capital dans le cadre de ces projets sont comptabilisées intégralement dans les présents états. Les aides en nature, l'assistance technique, les dépenses et dépenses (achats) en capital qui ont été payées ou fournies directement par des bailleurs de fonds extérieurs ne figurent pas au titre de recettes dans ces états. Les contributions de bailleurs de fonds sous forme d'aide en nature sont estimées être de l'ordre de 6 milliards de vatou par an. La majeure partie de l'assistance en aide au Vanuatu est donc exclue de ces comptes.

Note 5 : Analyse des dépenses (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

Le tableau analytique qui suit consiste en une ventilation des dépenses par ministère.

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Total des dépenses par Ministère		
Education	4,323	4,339
Finances & Gestion Economique	3,141	2,921
Infrastructure & Services Publics	2,600	1,857
Santé	2,039	1,937
Affaires Intérieures	1,399	1,520
Organes constitutionnels du gouvernement	1,136	1,086
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture & Pêche	450	457
Terres, Géologie & Mines	413	481
Justice et Services communautaires	320	316
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	305	266
Bureau du Premier Ministre	211	195
Commerce, Industrie et Tourisme	303	283
Coopératives & Services de développement des entreprises Ni Vanuatu	108	99
Développement et Formation des Jeunes	184	142
Dépense d'amortissement	1,350	489
Charge pour congés constatée par régularisation	166	(5)
Autres redressements	(1,203)	(465)
Total des Dépenses	17,245	15,918

Le poste intitulé 'Autres redressements', pour -465 millions de vat en 2010 et -1.203 millions de vat en 2011, correspond aux régularisations effectuées dans les comptes pour transférer les achats de nouveaux éléments d'actif qui ont été constatés comme dépenses à des fins d'affectation. Ces achats d'actif ont été retirés du compte des résultats et constatés comme adjonction d'actif dans le bilan. Cette régularisation a été effectuée au niveau de la consolidation et non pas ventilée par ministère.

Note 6 : Dépenses de personnel
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Dépenses de personnel		
Traitements et salaires	6,433	6,166
Allocations de logement	618	572
Indemnités et allocations parlementaires	260	309
Part de cotisation de l'employeur à la CNPV	260	252
Allocations familiales	133	125
Palements aux employés en fin de service	572	498
Frais de subsistance	384	362
Heures supplémentaires	92	87
Primes politiques	64	70
Autres indemnités des employés	238	372
Total des dépenses de personnel	9,054	8,813

Les dépenses de personnel représentent les dépenses autorisées pour les quelques 5.500 employés du gouvernement de Vanuatu. Y sont inclus tous les enseignants employés par la Commission du Corps Enseignant, mais non pas les enseignants financés directement par les écoles ni le personnel auxiliaire des écoles.

Note 7 : Dépenses d'exploitation
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Dépenses d'exploitation		
Entretien et réparations (en général)	232	283
Entretien et réparation de routes	306	234
Véhicules, carburant et entretien	272	208
Electricité	273	247
Déplacements et hébergement localement	276	307
Honoraires de consultants	293	347
Imprimerie et fournitures de bureau	162	269
Location de matériel et de voitures	559	199
Frais de justice	28	113
Fournitures médicales	213	251
Dépenses de télécommunications	148	165
Déplacements et hébergement à l'étranger	152	158
Location immobilière, taxes et baux	100	102
Gaz et eau	52	51
Frais de fret	156	106
Cotisations aux Organisations internationales	68	31
Ateliers et stages	30	23
Frais de représentation	82	58
Nettoyage	24	22
Honoraires d'audit	11	7
Dépenses d'actif	28	210
Autres dépenses d'exploitation	770	940
Total des dépenses d'exploitation	4,235	4,331

Le poste d'entretien et de réparation de routes comprend uniquement les travaux qui ont été sous-traités à des tiers, des entreprises d'entretien et de réparation de routes. Le service des Travaux publics dépense également des sommes considérables pour des travaux d'entretien et la réparation de routes, qui sont exécutés par son propre personnel interne. Le coût de ce genre de travaux sera comptabilisé par ligne budgétaire au titre, par exemple, de frais de carburant, de matériaux (collectivement) et de personnel. Les gros travaux d'entretien routier qui prolongent la vie utile d'une route sont capitalisés et constatés au bilan sous forme d'augmentation de la valeur de l'actif représenté par les routes.

Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Subsides et subventions		
Subventions aux Provinces	242	214
Subventions au fonctionnement des écoles et	591	444
Subvention à l'Office du Tourisme	152	140
Subvention à l'UPS	93	96
Collège d'Agriculture de Vanuatu	83	83
Subventions aux télécommunications en vertu de la Politique d'Accès Universel	14	80
Subventions aux associations pour la Jeunesse et les	100	62
Subvention à la SRTV	60	45
Subvention au Collège maritime de Vanuatu	41	41
Subvention à l'Office de Promotion des Investissements	39	37
Subvention au CTRAV	44	36
Subvention à la Chambre de Commerce	25	25
Subvention au Centre culturel	26	24
Subventions aux municipalités	25	-
Subventions aux municipalités	5	17
Subvention au Conseil de la Jeunesse de Vanuatu	24	9
Subsides pour le coprah	43	-
Autres subventions	8	17
Total des subsides et subventions	1,615	1,370
Autres virements		
Bourses et allocations d'études	311	181
Cotisations aux Organisations internationales	11	5
Paiements de compensations et dommages-intérêts	237	101
Total des autres virements	559	287
Total Subsidies and Transfer Payments	2,174	1,657

Les subventions correspondent à des paiements à des entités liées au gouvernement pour leur permettre de fournir des services d'intérêt public. Les virements sont des paiements effectués par le gouvernement pour lesquels il ne reçoit pas de biens ou de services spécifiques en retour.

Note 9 : Créances (au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Créances		
Comptes clients	734	679
Créances fiscales	500	470
Créances droits de la CAFV	204	249
Intérêts créditeurs	22	41
Autres créances	-	2
Total des créances	1,460	1,441

Le solde des créances représente une valeur brute de 1.342 millions de vatu, compensée par une dotation aux provisions pour créances douteuses de 596 millions de vatu. Cette provision porte sur des dettes qui remontent à bien des années (notamment loyers fonciers) et qui ne seront probablement jamais recouvrées. Maintes de ces dettes se rapportent à des factures qui ont été imputées incorrectement et une procédure de mise au point est actuellement en cours pour résoudre ces problèmes et passer en charges les dettes pour créances irrécouvrables par imputation à cette provision.

La provision pour créances douteuses inclut une provision supplémentaire de 267 millions qui avaient été constatés comme dépense en 2010.

Les comptes annuels pour l'exercice 2010 ont été corrigés pour rectifier des erreurs qui se sont produites dans les comptes des exercices 2009 et 2010 et qui ont été relevées pendant la préparation des comptes de 2011. Ces erreurs se rapportent à des recettes provenant de la Commission des Affaires financières de Vanuatu au titre de l'immatriculation de sociétés extraterritoriales ('offshore'), du droit de timbre, de l'enregistrement de noms commerciaux et d'autres recettes mineures que la CAFV perçoit pour le compte du gouvernement. En 2009, la CAFV a changé sa procédure de soumission des recettes au gouvernement pour ces postes, de mensuellement et trimestriellement à annuellement, au mois de janvier ou février de l'exercice suivant. Ces recettes n'ont pas été prises en compte en 2009 ni en 2010, et seules les espèces effectivement reçues pour chacune de ces années figurent au titre des recettes de l'exercice correspondant.

Un redressement a été effectué sur les comptes de 2010 pour régulariser les créances, en ajoutant un nouveau poste pour les créances des droits de la CAFV à hauteur de 249 millions de vatu.

Note 10 : Avances
(au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Avances		
Airports Vanuatu Ltd.	305	487
Air Vanuatu Ltd.	1,298	1,268
Telecom Vanuatu Ltd.	37	37
Metenesel Ltd.	70	70
Office de Commercialisation des Produits de Base	28	28
Société de radio-diffusion et de télévision de Vanuat	30	32
Municipalité de Port Vila	10	10
Employés	7	10
Autre avances	17	18
Total des avances	1,802	1,960

Les avances consenties à Airports Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd représentent des prêts pour travaux d'infrastructure contractés auprès de la Caisse Française de Développement (CFD) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui furent ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Le montant réel restant à payer sur ces prêts à la BEI et la CFD figure sous les emprunts.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat
(au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Investissement dans des entreprises d'Etat		
Solde d'ouverture	5,774	7,331
Excédent/(Déficit) net attribuable après répartition	262	(1,657)
Autres mouvements de capitaux propres	-	-
Apports du gouvernement	100	100
Vente de parts dans des EE	-	-
Total Investissement dans des entreprises d'Etat	6,136	5,774

Le poste des investissements dans des entreprises d'Etat (EE) représente les parts que détient le gouvernement dans des sociétés sous le contrôle de l'Etat, dans des établissements financiers nationaux et d'autres entreprises apparentées à vocation commerciale. Le montant auquel ces investissements sont comptabilisés représente le titre de participation nette du gouvernement. Il faudrait approfondir la question pour pouvoir apprécier exactement la valeur de chacune des entreprises d'Etat et mettre à jour leurs bilans respectifs.

Comme indiqué dans la déclaration de principes comptables, la participation financière de l'Etat dans des EE est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de consolidation. Au plan des trois principaux comptes annuels, cette méthode a pour implication ce qui suit :

- Les dividendes reçus des EE sont inclus au titre des revenus de placement. Ils sont ventilés sous la Note 3.
- L'excédent/(déficit) net imputable aux EE, net des répartitions à l'Etat, est constaté séparément dans le compte des résultats. L'excédent/(déficit) imputable représente les résultats d'exploitation de ces entités.

- La participation financière de l'Etat dans des EE est constatée sous un poste distinct dans le bilan. Elle est ventilée par entité dans la présente note.
- Les avances consenties aux EE sont constatées sous la rubrique des Avances dans le bilan. Celles-ci sont ventilées à la Note 10.

Certains autres ressorts adoptent une autre forme de présentation des EE et emploient la méthode de la consolidation proportionnelle. C'est ce qui est recommandé dans les normes internationales de comptabilité publique pour les EE effectivement contrôlées par l'Etat. Pour l'heure, le gouvernement de Vanuatu n'est pas en mesure d'appliquer la méthode de la consolidation proportionnelle pour ses EE.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite) (au 31 décembre 2011)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2011

Mouvements de l'exercice 2011	Opening Balance	Attributable Net Surplus/ (Deficit) after distributions	Government Capital contributions	Closing Balance
	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Air Vanuatu Limited	(1,109)	66	-	(1,042)
Airports Vanuatu Limited	3,206	(9)	-	3,197
Unité de gestion d'actif	52	-	-	52
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	192	17	-	208
Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
Banque Nationale de Vanuatu	853	123	-	977
Société Nationale de l'Habitat	279	-	-	278
Northern Island Stevedoring Limited	-	-	-	-
Banque de Réserve de Vanuatu	660	37	-	697
Vanuatu Abattoirs	71	14	-	85
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	313	(20)	100	393
Société de Radio-diffusion et Télévision de Vanuatu	41	-	-	41
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	-	-	-	-
Commission des Affaires financières de Vanuatu	321	-	-	321
Office de Promotion des Investissements de Vanuatu	-	4	-	4
Vanuatu Livestock Development	45	-	-	45
Autorité maritime de Vanuatu	-	-	-	-
Vanuatu Post Limited	670	-	-	670
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	70	35	-	105
Office du Tourisme de Vanuatu	-	(5)	-	(5)
Total Investissement dans des EE	5,774	262	100	6,136

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2011)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2010

Mouvements de l'exercice 2010	Opening Balance	Attributable Net Surplus/ (Deficit) after distributions	Government Capital contributions	Closing Balance
	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Air Vanuatu Limited	325	(1,434)	-	(1,109)
Airports Vanuatu Limited	3,116	90	-	3,206
Unité de gestion d'actif	300	(248)	-	52
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	133	59	-	192
Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
Banque Nationale de Vanuatu	664	189	-	853
Société Nationale de l'Habitat	651	(373)	-	279
Northern Island Stevedoring Limited	-	-	-	-
Banque de Réserve de Vanuatu	740	(80)	-	660
Vanuatu Abattoirs	56	15	-	71
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	248	(35)	100	313
Société de Radio-diffusion et Télévision de Vanuatu	41	-	-	41
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	-	-	-	-
Commission des Affaires financières de Vanuatu	401	(80)	-	321
Vanuatu Livestock Development	45	-	-	45
Autorité maritime de Vanuatu	-	-	-	-
Vanuatu Post Limited	501	170	-	670
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	-	70	-	70
Total Investissement dans des EE	7,331	(1,657)	100	5,774

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite) (au 31 décembre 2011)

Actions de l'Etat

Le pourcentage d'actions détenues par l'Etat dans chaque EE et la date des derniers comptes annuels que les EE ont présentés au gouvernement sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Pourcentage de parts détenues par l'Etat	2011	2010	Last Financial Statements
Air Vanuatu Ltd.	100.00%	100.00%	2011
Airports Vanuatu Ltd.	100.00%	100.00%	2010
Section de gestion des actifs	100.00%	100.00%	2009
Ifira Wharf and Stevedoring Ltd.	34.00%	34.00%	2011
Metenesel Estates Ltd.	99.40%	99.40%	2003 draft
Banque nationale de Vanuatu	100.00%	100.00%	2011
Société nationale de l'Habitat	100.00%	100.00%	2010 draft
Northern Island Stevedoring Ltd.	10.00%	10.00%	2006
Banque de Réserve de Vanuatu	100.00%	100.00%	2011
Vanuatu Abattoirs Ltd.	33.90%	33.90%	2011
Banque de Développement de l'Agriculture de	100.00%	100.00%	2011
Société de Radio-diffusion et de Télévision de	100.00%	100.00%	2008
Office de Commercialisation des Produits de	100.00%	100.00%	2001
Commission des Affaires financières	100.00%	100.00%	2009
Office de Promotion des Investissements de Vanuatu	100.00%	100.00%	2011
Vanuatu Livestock Development (CEP)	100.00%	100.00%	2003
Vanuatu Post Ltd.	100.00%	100.00%	2010
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	100.00%	100.00%	2011
Office du Tourisme de Vanuatu	100.00%	100.00%	2010

Le gouvernement de Vanuatu rencontre des difficultés à obtenir les états financiers de certaines entreprises d'Etat. Pour bon nombre d'entre elles, soit elles établissent leur comptes annuels en retard, soit, pour certaines d'entre elles, elles n'ont pas la capacité de préparer des comptes annuels. Le ministère des Finances et de la Gestion économique a l'intention de mettre en œuvre un projet visant à améliorer la gouvernance des EE et leur gestion financière en 2012, avec le concours de la Banque asiatique de Développement.

Les EE qui sont en particulier source de préoccupation sont les suivantes :

- La Section de Gestion des Actifs [Asset Management Unit] – elle a clôturé ses activités vers la fin de 2011 et il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2012/2013. Un programme de rationalisation doit être entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de cet organisme avant sa mise en liquidation.
- Metenesel Estate – Le ministère des Finances et de la Gestion économique n'a pas été en mesure d'obtenir des comptes annuels de Metenesel Estate depuis 2003 et la société a été radiée du registre des sociétés par la Commission des Affaires financières de Vanuatu. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2012/2013. Un programme de rationalisation doit être entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de Metenesel avant sa mise en liquidation.
- Office de commercialisation des produits de base de Vanuatu (OCPB) [Vanuatu Commodities Marketing Board] – Le gouvernement a l'intention de liquider l'OCPB. Il n'a pas reçu d'états financiers de cette entité depuis 2001 et on ne connaît pas l'ampleur des dettes qui subsisteront à la liquidation.

- Vanuatu Livestock Development – VLD [anciennement CEP, Centre d'Elevage du Pacifique] ne tourne pas et le ministre des Finances a donné des instructions pour geler ses comptes bancaires. Cette entreprise n'a pas fourni de comptes annuels au ministère des Finances et de la Gestion économique depuis 2003, alors qu'elle a déposé des rapports annuels à la Commission des Affaires financières de Vanuatu indiquant un chiffre d'affaires de moins de 20 millions de vatu par an. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2012/2013. Un programme de rationalisation doit être entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de VLD avant sa mise en liquidation.
- Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu (SRTV) [Vanuatu Broadcasting & Television Corporation – VBTC] – La SRTV fonctionne, mais n'a pas présenté de comptes annuels depuis plusieurs années. Elle a besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers. Le Contrôleur général des Comptes a mandaté iCount pour vérifier les comptes de la SRTV.
- Northern Island Stevedoring Limited – NISCOL – n'a pas fourni de comptes annuels depuis 2006 et a été placée sous la responsabilité d'une commission d'enquête en 2011. Le gouvernement détient 10% des actions dans cette entité, les autres actions étant détenues par les provinces de Sanma, Torba et Malampa.
- Société nationale de l'Habitat (SNH) [National Housing Corporation – NHC] – Cette société est opérationnelle, mais n'a pas soumis de comptes annuels depuis 2009. is operating but have not provided financial statements since 2009. Elle a besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers. Le Contrôleur général des Comptes prévoit de sous-traiter les travaux de vérification à un commissaire aux comptes externe. Il faudrait que la SNH embauche un comptable qualifié pour préparer les comptes et tenir les livres de comptes en règle.
- Commission des Affaires Financières de Vanuatu – CAFV – fonctionne, mais n'a pas fourni d'états financiers depuis 2009. Le Contrôleur général des Comptes éprouve des difficultés à vérifier ses comptes, parce qu'ils sont incomplets.

L'Office de Promotion des Investissements de Vanuatu a changé de statut en 2011 pour devenir un organisme subventionné. Antérieurement à cela, l'OPIV recevait des affectations budgétaires tout comme les autres agences opérationnelles du gouvernement qui étaient intégrées dans les comptes regroupés ligne par ligne budgétaire. En 2011, il a été transféré au chapitre des Investissements dans des EE et il est désormais pris en compte dans la situation nette.

L'Office du Tourisme de Vanuatu, lui aussi, a été rajouté au bilan comme EE et pris en compte au titre de la situation nette. Cette entité avait été omise des autres entités portées au bilan à l'origine.

Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)
(au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Valeur comptable brute		
Terrains	20,316	20,316
Bâtiments	8,259	8,172
Meubles et aménagements	96	47
Machines et biens d'équipement	2,381	2,141
Véhicules à moteur	1,654	1,403
Navires et bateaux	1,515	857
Matériel et logiciels informatiques	3,657	565
Ponts et chaussées	7,971	1,398
Infrastructure portuaire et quais	914	914
Autre Actifs	80	-
Total valeur comptable brute	46,843	35,813
Amortissement cumulé		
Bâtiments	4,646	4,448
Meubles et aménagements	37	31
Machines et biens d'équipement	1,599	1,480
Véhicules à moteur	497	822
Navires et bateaux	727	682
Matériel et logiciels informatiques	839	456
Ponts et chaussées	800	336
Infrastructure portuaire et quais	716	697
Autre Actifs	8	-
Total amortissement cumulé	9,869	8,952
Valeur comptable nette		
Terrains	20,316	20,316
Bâtiments	3,613	3,724
Meubles et aménagements	59	16
Machines et biens d'équipement	782	661
Véhicules à moteur	1,157	581
Navires et bateaux	788	175
Matériel et logiciels informatiques	2,818	109
Ponts et chaussées	7,171	1,062
Infrastructure portuaire et quais	198	217
Autre Actifs	72	-
Total valeur comptable nette	36,974	26,861

Le gouvernement de Vanuatu a institué une procédure visant à identifier et évaluer toutes ses immobilisations en 2002 et leur valeur comptable résiduelle a été portée au bilan au 1er janvier 2003. C'est alors qu'il s'est rendu compte qu'il y avait encore beaucoup de travail à faire pour mettre à jour le registre des actifs, avec d'autres éléments d'actifs restant à identifier et à porter au bilan, et des questions de réévaluation à résoudre. Ces questions sont toujours d'actualité et des redressements ont été effectués au cours des exercices ultérieurs aux soldes des bilans de façon à y incorporer les nouveaux éléments d'actif et les changements de réévaluation relevés au cours de ces exercices. Ces changements se

traduisent par des redressements de la valeur comptable nette des actifs, avec régularisation correspondante de la Réserve spéciale. Cela est compatible avec la procédure qui a été suivie lorsque la valeur des actifs a été constatée pour la première fois en 2003.

Le gouvernement a encore énormément de travail à accomplir pour arrêter les valeurs des avoirs en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique. Le Service des Finances va continuer de coordonner ce processus au cours des prochains exercices. Les questions les plus importantes restant à résoudre consistent notamment à :

- Dresser un inventaire complet de tous les éléments d'actif dans chaque ministère et agence pour s'assurer qu'ils sont tous bien pris en compte.
- Reprendre l'évaluation et la durée de vie utile des éléments d'actif significatifs, notamment les bâtiments, les chaussées et les ponts.
- Incorporer les écoles appartenant au gouvernement et les éléments d'actif afférents au bilan du gouvernement.
- Inclure la valeur des terrains en propriété perpétuelle et libre ou la valeur des baux fonciers en ce qui concerne les terres domaniales à l'extérieur des périmètres municipaux.

Ces comptes annuels ont été établis conformément à la Norme internationale de comptabilité publique No. 17 – Biens de production (Terrains, Constructions et Matériel). La norme 17 des NICP (IPSAS) dispose d'une dérogation à l'obligation de se conformer totalement aux impératifs de prise en compte de tous les biens de production pendant une période de transition de cinq ans à compter de l'adoption de cette norme. Le gouvernement de Vanuatu devait être en conformité totale avec la Norme No. 17 dès 2010, mais n'a pas encore été en mesure d'identifier et d'évaluer adéquatement tous ses éléments d'actif.

Note 13 : Charges à payer et Provisions (au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Créditeurs et Provisions		
Comptes fournisseurs et de régularisation	665	909
Intérêts exigibles	195	172
Autres comptes créditeurs et provisions	-	2
Total des créditeurs et provisions	860	1,083

Les comptes créditeurs (charges à payer) et de régularisation couvrent les factures de fournisseurs impayées pour des biens ou des services qui ont été fournis et des charges à payer sur des bons d'achat qui ont été engagés mais n'ont pas encore été traités pour en faire le paiement. Le gouvernement de Vanuatu n'a pas encore, à ce stade, mis en oeuvre une procédure formelle pour identifier les charges réellement constatées par régularisation, et bien que la présentation sous cette forme soit cohérente avec les comptes d'exercices antérieurs, elle n'est pas tout à fait conforme aux normes internationales de comptabilité publique.

Note 14 : Prestations dues aux employés
(au 31 décembre 2011)

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Prestations dues aux employés		
Salaires, traitements et congés annuels	980	793
Indemnités de fin de service et de retraite	6,591	6,258
Total des prestations dues aux employés	7,571	7,051
Date prévisionnelle de paiement des indemnités de fin de service et de retraite		
A court terme (dans les 12 mois à venir)	843	668
Echéance entre 1 et 2 ans	323	171
Echéance entre 2 et 5 ans	963	1,043
A plus de cinq ans	4,462	4,376
Total des indemnités de fin de service et de retraite	6,591	6,258

La provision pour les prestations dues aux employés au titre des salaires, traitements et congés annuels correspond au montant que le gouvernement est dans l'obligation imminente de payer résultant des services des employés fournis jusqu'à la date d'arrêté des comptes. Elle est calculée sur la base des échelles salariales en vigueur et comprend tous les congés annuels restant dûs pour les quelques 5.500 employés du gouvernement de Vanuatu.

La provision pour indemnités de fin de service et de retraite correspond à la valeur actuelle des décaissements prévisionnels futurs que le gouvernement doit assumer pour les services des employés à la date d'arrêté des comptes. Une dotation de 3,767 milliards de vatu a été introduite au bilan en 2008 et un redressement de la situation nette a été effectué en conséquence. Cette provision a de nouveau fait l'objet d'une régularisation en 2009 pour tenir compte des amendements de la Loi du Travail, ce qui a entraîné de nouveau un redressement de la situation nette pour cet exercice.

En évaluant la dette pour prestations aux employés, on a tenu compte des départs d'effectifs au cours des exercices antérieurs et de la probabilité que les nouveaux effectifs arrivent soit à l'âge de la retraite soit à la fin de la période de 10 ans de service, condition requise actuellement en vigueur pour bénéficier de l'indemnité de fin d'emploi.

La part à court terme de la provision pour indemnités de fin de service et de retraite couvre toutes les indemnités pour les employés qui ont déjà 55 ans révolus ou auront 55 ans dans les 12 mois à venir. Y est également incluse une provision pour le nombre d'effectifs qui démissionnent chaque année en moyenne et qui ont plus de 10 ans de service, et qui peuvent donc prétendre aux indemnités de fin service.

La Commission de la Fonction publique accorde des congés annuels fort généreux aux employés qui ont plus de 20 ans d'ancienneté. La date de commencement pour tous les employés en poste avant l'indépendance est le 1er août 1980. Les congés auxquels les employés ont droit en fonction de l'ancienneté sont les suivants:

Ancienneté	Congés dûs
Moins de 20 ans	21 jours de congé par an
20 à 25 ans	24 jours de congé par an
25 à 30 ans	48 jours de congé par an
Plus de 30 ans	72 jours de congé par an

Il y a un nombre croissant d'employés qui ont maintenant plus de 25 ans, voire plus de 30 ans d'ancienneté. Par conséquent, l'obligation en termes de congés annuels croît chaque année, d'autant plus que la majorité des employés qui peuvent prétendre à des congés de 48

ou 72 jours par an ne les prennent pas tous dans l'année au cours de laquelle ils s'accumulent.

Note 15 : Passif sur comptes en fiducie (au 31 décembre 2011)

	2011	2010 Retraité
	vatu million	vatu million
Passif sur comptes de fiducie		
Compte de fiducie des propriétaires coutumiers (loyers fonciers et primes)	447	467
Redevances pour exploitation de carrières et de	44	142
Caisse de Participation et d'Investigation maritime	45	38
Subsides pour écolage non distribués	-	-
Sommes d'argent non réclamées	32	32
Avances sur consommation d'eau	9	11
Autres comptes de fiducie	4	4
Total du passif sur comptes de fiducie	581	694

Le passif des comptes de fiducie du gouvernement représente des montants détenus en fiducie pour le compte de tiers ou des dépôts remboursables. Ces montants sont versés sur les comptes bancaires du gouvernement et, de manière générale, des comptes bancaires distincts ne sont pas tenus pour ces montants en fiducie (par contre, l'argent du Fonds de participation et d'investigation maritime est placé sur un compte bancaire à part). De ce fait, les montants d'encaisse et de décaissement se rapportant à ces comptes de fiducie sont inclus dans le solde d'encaisse au bilan et dans l'état des mouvements de la trésorerie. Les charges à payer sont constatées dans le bilan.

Le plus gros montant impayé correspond au compte de fiducie des propriétaires coutumiers, lequel représente des montants facturés pour des terres coutumières qui sont le sujet de litiges. Ceux-ci seront reversés aux propriétaires coutumiers concernés de chaque lot de terre une fois que le propriétaire véritable aura été reconnu par les tribunaux compétents.

Note 16 : Instruments financiers (au 31 décembre 2011)

a) Analyse des instruments financiers

Les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif financiers, par catégorie, sont les suivantes :

	Notes	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Eléments d'actif financiers			
Encaisse et quasi-espèces		2,770	2,917
Créances	9	1,460	1,441
Avances	10	1,802	1,960
Total actif financier		6,032	6,318
Eléments de passif financiers			
Charges à payer et provisions	13	860	1,083
Prestations des employés	14	7,571	7,051
Emprunts intérieurs		4,235	3,285
Emprunts en monnaie étrangère		10,441	9,860
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,499	2,376
Autres fonds en fiducie	15	581	694
Total passif financier		26,187	24,348

b) Publicité de la juste valeur dans l'ordre hiérarchique

La juste valeur d'un instrument est le montant pour lequel un bien pourrait être échangé ou une dette acquittée entre des parties bien informées et de bonne volonté dans une opération de pleine concurrence.

Les valeurs à la cote représentent une juste valeur quand un instrument financier est négocié sur un marché organisé et liquide qui peut absorber une opération importante sans influencer sur le prix défavorablement vis-à-vis du négociant.

L'évaluation de l'actif et du passif financier du gouvernement de Vanuatu s'énonce comme suit :

Encaisse et quasi-espèces

La valeur de l'encaisse et des quasi-espèces présentée dans l'information est considérée comme juste valeur étant donné la nature à court terme de l'actif financier.

Créances

Les créances comportent une déduction pour la dotation aux provisions pour créances douteuses de sorte que le montant total des créances présenté dans l'information est le montant que l'on s'attend à pouvoir récupérer. Ce montant est considéré être la juste valeur des créances.

Emprunts intérieurs

Tous les emprunts intérieurs consistent en des obligations d'Etat émises par la Banque de Réserve de Vanuatu à des taux d'intérêt fixes. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts sur le marché intérieur.

Emprunts en monnaie étrangère

Les emprunts en devises étrangères correspondent à des prêts consentis par des banques et des organisations internationales de développement à des taux d'intérêt de faveur. Foreign currency borrowings represent loans through international development banks and

organisations at concessional interest rates. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts en monnaie étrangère.

Argent du fonds de développement détenu en fiducie

Les sommes d'argent dans le fonds de développement détenues en fiducie représentent des fonds apportés par des bailleurs de fonds destinés à des projets de développement dont il a été convenu entre le bailleur de fonds et le gouvernement de Vanuatu. Cette dette est en majeure partie compensée par les fonds détenus dans le compte bancaire du fonds de développement et présenté dans l'information comme encaisse et quasi-espèces. Les fonds qui ne sont pas dépensés seront soit restitués au bailleur de fonds concerné soit réaffectés à d'autres projets en accord avec ledit bailleur de fonds. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des sommes d'argent du fonds de développement détenues en fiducie.

Autres fonds sur comptes en fiducie

D'autres fonds sur comptes en fiducie sont des fonds tenus en fiducie pour le compte de tiers, tels que des propriétaires coutumiers. Certains montants sont détenus sur des comptes distincts, certains sur le compte bancaire principal de consolidation. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des autres fonds en fiducie.

Autres éléments d'actif et de passif financiers

Les valeurs d'autres éléments d'actif et de passif financiers telles que présentées dans l'information sont considérées être leur juste valeur.

c) Risques des instruments financiers

Les activités du gouvernement de Vanuatu l'expose à toutes sortes de risques liés aux instruments financiers, notamment les risques du marché, les risques de crédit et les risques de liquidité. Le gouvernement s'efforce de minimiser son exposition aux risques associés à des instruments financiers et poursuit diverses lignes de conduite en vue de gérer ces risques.

Risques du marché

Risque concernant les taux d'intérêts

Le risque des taux d'intérêts est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou de voir les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements aux taux d'intérêts du marché.

Le gouvernement de Vanuatu n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt pour ce qui concerne ses éléments de passif et d'actif financiers actuels, parce que tous ses emprunts et ses avoirs financiers producteurs d'intérêts (comme les avances à des entreprises d'Etat) sont à échéance fixe et à des taux fixes. Le gouvernement court un risque surtout en termes de ses emprunts intérieurs futurs compte tenu de la petite échelle du marché au Vanuatu.

Risque en termes de monnaie

Le risque en termes de monnaie est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou de voir les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements au niveau des taux de change.

Le risque lié à la monnaie se pose dans le cadre d'achats futurs en capital et de dettes constatées qui sont libellées en monnaie étrangère. Le gouvernement fait des achats en devises étrangères et détient un nombre important d'emprunts libellés en devises étrangères. Par ailleurs, le gouvernement reçoit aussi de l'argent en monnaie étrangère pour des postes de recettes tels que les licences de pêche, l'immatriculation de sociétés 'offshore' (extraterritoriales) et des apports de bailleurs de fonds.

Le gouvernement est exposé à des risques de devises découlant de diverses monnaies, notamment eu égard au Yuan Renminbi chinois, au Yen japonais, au dollar US, aux droits de tirage spéciaux de l'AID, à la monnaie européenne et au dollar australien. Il ne se couvre pas de son exposition aux fluctuations des cours de telles devises. Toutefois, pour réduire le risque de fluctuation des cours, il arrive que le gouvernement garde des fonds reçus en

monnaie étrangère pour faire face à des paiements qu'il devra effectuer dans la même monnaie.

Les tableaux qui suivent indiquent les éléments d'actif et de passif financiers détenus dans les monnaies les plus courantes

Actif et passif financiers par devise au 31 December 2011	Notes	VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Other vatu million	Total vatu million
Eléments d'actif financiers							
Encaisse et quasi-espèces		2,752	-	-	17	1	2,770
Créances	9	1,460	-	-	-	-	1,460
Avances	10	1,802	-	-	-	-	1,802
Total actif financier		6,014	-	-	17	1	6,032
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et	13	860	-	-	-	-	860
Prestations des employés	14	7,571					7,571
Emprunts intérieurs		4,235	-	-	-	-	4,235
Emprunts en monnaie étrangère		-	2,792	3,846	1,411	2,392	10,441
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,499	-	-	-	-	2,499
Autres fonds en fiducie	15	581	-	-	-	-	581
Total passif financier		15,746	2,792	3,846	1,411	2,392	26,187

Actif et passif financiers par devise au 31 December 2010	Notes	VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Other vatu million	Total vatu million
Eléments d'actif financiers							
Encaisse et quasi-espèces		2,835	-	-	77	5	2,917
Créances	9	1,441	-	-	-	-	1,441
Avances	10	1,960	-	-	-	-	1,960
Total actif financier		6,236	-	-	77	5	6,318
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et	13	1,083	-	-	-	-	1,083
Prestations des employés	14	7,051	-	-	-		7,051
Emprunts intérieurs		3,285	-	-	-	-	3,285
Emprunts en monnaie étrangère		-	3,103	2,718	1,450	2,589	9,860
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,376	-	-	-	-	2,376
Autres fonds en fiducie	15	694	-	-	-	-	694
Total passif financier		14,489	3,103	2,718	1,450	2,589	24,349

Analyse de la sensibilité à la stabilité et l'instabilité des monnaies

Le vatu s'est renchéri par rapport à la monnaie européenne en 2011. Il s'est affaibli par rapport au yuan renminbi chinois et au yen japonais. Le tableau ci-dessous montre les taux de change utilisés pour évaluer l'actif et le passif financiers dans les présents comptes annuels et l'évolution des changes entre les exercices de 2010 et 2011. Les taux indiqués sont les taux moyens de la Banque de Réserve de Vanuatu au 31 décembre, montrant le nombre de vatu nécessaire pour acheter une unité de la devise étrangère correspondante.

Devises principales		2011	2010	Move- ment
Yuan Renminbi chinois	CNY	14.81	14.11	4.7%
Yen japonais	JPY	1.20	1.14	5.2%
Dollar US	USD	93.56	93.15	0.4%
Droits de tirage spéciaux	SDR	144.05	143.60	0.3%
Monnaie européenne	EUR	121.29	123.75	-2.0%
Dollar australien	AUD	94.91	94.72	0.2%

L'impact sur l'actif et le passif financiers du gouvernement d'une appréciation ou dépréciation hypothétique globale de 5% du vatu par rapport à des devises étrangères est illustré dans le tableau ci-après. Une appréciation de 5% du vatu contre chacune des monnaies énumérées ci-dessous, toutes autres variables restant constantes, aurait entraîné une augmentation de l'excédent de l'exercice à hauteur des montants indiqués dans le tableau. Une dépréciation de 5% du vatu aurait vu l'excédent diminuer d'un même montant.

Sensibilité au risque des devises (+/- 5%)		2011 vatu million	2010 vatu million
Yuan Renminbi chinois	CNY	192	155
Yen japonais	JPY	140	136
Dollar US	USD	71	73
Droits de tirage spéciaux AID	SDR	52	54
Monnaie européenne	EUR	36	42
Dollar australien	AUD	22	23

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte au risque qu'une tierce partie faillira à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière pour le gouvernement. Le gouvernement est exposé au risque de crédit du fait de l'encaisse en banque, de débiteurs et d'avances ou de prêts consentis à d'autres entités.

La majorité de l'encaisse détenue par le gouvernement de Vanuatu est en dépôt avec la Banque de Réserve de Vanuatu, avec quelques montants de moindre importance sur des comptes dans diverses banques commerciales de Vanuatu. La Banque de Réserve de Vanuatu a une très bonne cote de crédit et il n'y a guère de risques pour les fonds qu'elle détient.

Le gouvernement a des difficultés à recouvrer les comptes impayés de débiteurs et beaucoup de créances remontent à plusieurs années. La valeur des créances a été régularisée par le biais d'une provision pour créances douteuses, si bien que la valeur indiquée correspond au montant qu'il s'attend à pouvoir récupérer.

Le gouvernement a consenti maintes avances ou prêts, en majorité à des entreprises d'Etat, comme précisé à la Note 10. En règle générale, il n'y a pas de garantie pour ces prêts, mais ils ont été accordés à des entités dans lesquelles le gouvernement détient une participation. Les plus importants de ces prêts sont ceux de 1.268 millions dûs par Air Vanuatu pour l'achat d'appareils Y12 et à des fins d'exploitation. La viabilité financière d'Air Vanuatu est en train

d'être examinée, mais pour l'heure, la compagnie aérienne devrait pouvoir faire face au paiement de ces prêts lorsque ses opérations se seront améliorées.

Il existe un certain nombre d'autres avances, pour des montants moindres, qui sont à l'étude pour voir si elles sont recouvrables, notamment celles consenties à la société Metenesel Estates Ltd., à l'Office de Commercialisation des Produits de Base (OCPB) et à la Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu (SRTV).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de voir le gouvernement rencontrer des difficultés à réunir des fonds liquides pour faire face à ses engagements à leur échéance.

Le tableau ci-dessous donne une analyse des obligations financières du gouvernement par groupement d'échéances correspondantes, sur la base du temps restant à courir depuis la date d'arrêté de ces comptes jusqu'à la date de maturité contractuelle. Les montants présentés correspondent à la valeur non actualisée des rentrées nettes de fonds.

		Carrying Value	Contractual cash flows	Less than 1 year	1-2 years	2-5 years	More than 5 years
		vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
au 31 décembre 2011		Notes					
Passif financier							
Charges à payer et	13	860	860	860			
Prestations des employés	14	7,571	7,571	1,823	323	963	4,462
Emprunts intérieurs		4,235	4,235	602	800	1,838	995
Emprunts en monnaie étrangère		10,441	10,441	356	493	1,656	7,936
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,499	2,499	2,124	375	-	-
Autres fonds en fiducie	15	581	581	349	116	58	58
Total passif financier		26,187	26,187	6,114	2,107	4,515	13,451
		Carrying Value	Contractual cash flows	Less than 1 year	1-2 years	2-5 years	More than 5 years
		vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
au 31 décembre 2010		Notes					
Passif financier							
Charges à payer et	13	1,083	1,083	1,083	-	-	-
Prestations des employés	14	7,051	7,051	1,461	171	1,043	4,376
Emprunts intérieurs		3,285	3,285	300	302	1,488	1,195
Emprunts en monnaie étrangère		9,860	9,860	307	356	2,264	6,933
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,376	2,376	2,020	356	-	-
Autres fonds en fiducie	15	694	694	416	139	69	69
Total passif financier		24,349	24,349	5,587	1,324	4,864	12,573

Le gouvernement a connu des problèmes de liquidité en 2010 et a emprunté un montant net de 800 millions de vatu par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour pouvoir financer le déficit de l'exercice. De plus, un autre montant, de 399 millions, a été emprunté par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour reconduire des obligations qui arrivaient à échéance en 2010.

Le gouvernement est en mesure de réunir des fonds pour faire face à ses obligations financières par des rentrées de fonds d'exploitation, de nouvelles émissions d'obligations intérieures et le produit d'avoirs financiers arrivant à maturité. Il dispose également d'une facilité de découvert de 400 millions de vatu auprès de la Banque de Réserve de Vanuatu. Cette facilité a servi à faire face aux décaissements d'exploitation durant l'exercice 2010.

Par ailleurs, le gouvernement est en mesure de mettre des fonds à disposition pour des obligations financières en appliquant des politiques de restriction des dépenses et en retardant ou en diminuant les crédits devant être débloqués pour les structures hiérarchiques. Le gouvernement peut aussi accroître les recettes en introduisant des politiques de perception de recettes et de taxes en cas de besoin.

Note 17 : Parties liées

Les relations entre parties liées sont une caractéristique normale du commerce et le gouvernement traite avec des parties liées dans le cours normal de ses activités. Parmi les parties liées du gouvernement, il faut citer :

- les Ministres de l'Etat, personnel de gestion clef car ils ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du gouvernement, directement ou indirectement ;
- les conjoints, enfants et personnes à charge des ministres, qui sont des membres de la famille proche du personnel de gestion clef ; et
- des entités du secteur privé qui appartiennent à des ministres, leurs conjoints, enfants et personnes à charge, ou sont contrôlés conjointement par ceux-ci.

Compte tenu de l'ampleur des activités du gouvernement, ces parties liées mènent des transactions avec le secteur des pouvoirs publics au même titre que des citoyens ordinaires. Ces transactions incluent le paiement de taxes et de charges d'usager et la réception de prestations et de services (tels que l'accès à l'éducation). Ces transactions ne sont pas l'objet d'une information distincte dans la présente note.

D'autres transactions avec ces parties liées peuvent inclure l'emploi de conjoints, d'enfants et de personnes à charge de ministres par une entité gouvernementale, y compris cabinets ministériels, ministères, services, entreprises d'Etat et d'autres agences gouvernementales, la réception de subventions de la part d'entités gouvernementales ou l'achat ou la vente de biens et services à ces entités par des ministres, leurs conjoints, enfants et personnes à charge, ou des entités du secteur privé qui leur appartiennent ou qu'ils contrôlent conjointement. Ces transactions ne sont pas l'objet d'une information distincte dans la présente note, à moins qu'elles n'aient eu lieu sous le couvert du portefeuille d'un Ministre.

Prenant en compte les paragraphes précédents, il n'y a pas de transactions avec des parties liées devant faire l'objet d'une information distincte.

Note 18 : Evénements ultérieurs à la date de clôture des comptes

Aucun événement significatif ne s'est produit depuis la date de clôture du bilan qui nécessiterait une régularisation ou une information additionnelle dans les états financiers.

AUTRES ETATS

**Comme imposé par la Loi relative aux Finances publiques et à la
Gestion économique**

Récapitulatif des affectations par Ministère
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

pour l'exercice clos au 31 décembre 2017

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassemen t) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
ORGANES CONSTITUTIONNELS									
Président de la République		42,169,407	-	42,169,407	-	42,169,407	41,921,429	247,978	1%
Parlement (Le Secrétaire)		465,555,813	65,887,219	531,443,032	-	531,443,032	531,779,920	(336,888)	0%
Services Judiciaires		194,088,884	-	194,088,884	-	194,088,884	194,686,186	(597,302)	0%
Malvatumauri		32,463,915	-	32,463,915	-	32,463,915	32,450,308	13,607	0%
Bureau du Contrôleur Général des Comptes		33,050,534	-	33,050,534	-	33,050,534	23,004,197	10,046,337	30%
Bureau du Médiateur		51,960,931	-	51,960,931	-	51,960,931	39,526,677	12,434,254	24%
Procureur Général		39,097,082	-	39,097,082	-	39,097,082	38,445,275	651,807	2%
Avocat Public		43,864,444	-	43,864,444	-	43,864,444	43,240,894	623,550	1%
Commission de la Fonction Publique		99,608,242	-	99,608,242	-	99,608,242	96,303,493	3,304,749	3%
Commission de la Magistrature		889,186	-	889,186	-	889,186	852,138	37,048	4%
Cabinet Juridique de l'Etat		93,629,409	-	93,629,409	-	93,629,409	92,377,410	1,251,999	1%
Bureau de Citoyenneté		4,117,321	-	4,117,321	-	4,117,321	3,927,578	189,743	5%
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS		1,100,495,168	65,887,219	1,166,382,387	-	1,166,382,387	1,138,515,505	27,866,882	2%
Bureau du Premier Ministre		197,846,817	-	197,846,817	-	197,846,817	205,700,764	(7,853,947)	-4%
Ministère de l'Agriculture, Quarantaine, Sylviculture et Pêches		475,547,367	-	475,547,367	-	475,547,367	432,170,049	43,377,318	9%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme		305,911,939	-	305,911,939	-	305,911,939	268,432,950	37,478,989	12%
Ministère de la Promotion des Entreprises Vanuatuanes et des Coopératives		110,501,476	-	110,501,476	-	110,501,476	110,181,818	319,658	0%
Ministère de l'Éducation		3,763,578,157	96,800,126	3,860,378,283	-	3,860,378,283	3,828,825,674	31,552,609	1%
Ministère des Finances et de la Gestion Économique		3,696,195,678	208,761,120	3,904,956,798	-	3,904,956,798	3,267,269,103	637,687,695	16%
Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur		309,879,139	-	309,879,139	-	309,879,139	308,721,916	1,157,223	0%
Ministère de la Santé		1,596,058,054	89,000,000	1,685,058,054	-	1,685,058,054	1,688,803,707	(3,745,653)	0%

Récapitulatif des affectations par Ministère (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassemen t) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Ministère de l'Infrastructure et des Équipements Collectifs Publics		1,412,465,090	-	1,412,465,090	-	1,412,465,090	1,353,200,069	59,265,021	4%
Ministère de l' Interieur		1,384,069,889	30,000,000	1,414,069,889	-	1,414,069,889	1,405,034,308	9,035,581	1%
Ministère de la Justice et du Service Communauté		302,555,953	-	302,555,953	-	302,555,953	294,996,121	7,559,832	2%
Ministère des Terres, de la Géologie et des Mines		310,452,817	-	310,452,817	-	310,452,817	310,536,332	(83,515)	0%
Ministère de la Jeunesse et des Sports		146,667,580	58,481,700	205,149,280	-	205,149,280	206,464,433	(1,315,153)	-1%
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU		15,112,225,124	548,930,165	15,661,155,289	-	15,661,155,289	14,818,852,749	842,302,540	5%

Compte des affectations
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

pour l'exercice clos au 31 décembre 2017

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
ORGANES CONSTITUTIONNELS									
Président de la République									
Gestion des Affaires du Palais Présidentiel et du Rôle et des Devoirs du Président	CAAA	42,169,407	-	42,169,407	-	42,169,407	41,921,429	247,978	1%
Total pour le Président de la République		42,169,407	-	42,169,407	-	42,169,407	41,921,429	247,978	1%
Parlement									
Procédure et Affaires Législatives	CBAA	364,860,222	65,887,219	430,747,441	-	430,747,441	426,793,659	3,953,782	1%
Sécurité et Protocole	CBAB	3,072,442	-	3,072,442	-	3,072,442	5,558,604	(2,486,162)	-81%
Relations Interparlementaires	CBAC	9,224,111	-	9,224,111	-	9,224,111	8,839,291	384,820	4%
Bureau du Chef de l'Opposition	CBAD	21,467,397	-	21,467,397	-	21,467,397	24,959,451	(3,492,054)	-16%
Commission du Règlement Intérieur	CBBA	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,576,607	147,393	4%
Commission des Privilèges et des Immunités Parlementaires	CBBB	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,436,309	287,691	8%
Commission Parlementaire des Comptes Publics	CBBC	8,612,051	-	8,612,051	-	8,612,051	8,447,331	164,720	2%
Commission Parlementaire sur les Institutions	CBBD	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,507,204	216,796	6%
Commission de la Politique Economique	CBBE	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,610,760	113,240	3%
Commissiوند de la Politique Sociale	CBBF	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,647,055	76,945	2%
Procès-verbaux	CBCA	8,097,480	-	8,097,480	-	8,097,480	6,880,379	1,217,101	15%
Bibliothèque et Archives	CBCB	3,636,378	-	3,636,378	-	3,636,378	4,525,762	(889,384)	-24%
Compatibilité	CBDA	2,844,462	-	2,844,462	-	2,844,462	3,053,970	(209,508)	-7%
Administration du Personnel et Entretien	CBDB	25,121,270	-	25,121,270	-	25,121,270	24,943,538	177,732	1%
Total pour le Parlement		465,555,813	65,887,219	531,443,032	-	531,443,032	531,779,920	(336,888)	0%
Services Judiciaires									
Services Généraux	CIAA	19,380,101	-	19,380,101	6,147,597	25,527,698	25,631,261	(103,563)	0%
Cour d'Appel	CIAB	15,388,959	-	15,388,959	-	15,388,959	15,388,959	-	0%
Cour Suprême	CIAC	77,419,891	-	77,419,891	1,300,000	78,719,891	78,594,743	125,148	0%
Tribunaux de première instance	CIAD	37,550,973	-	37,550,973	(4,747,597)	32,803,376	33,239,335	(435,959)	-1%
Tribunaux d'île	CIAE	24,623,224	-	24,623,224	(1,300,000)	23,323,224	23,474,608	(151,384)	-1%
Tribunaux fonciers	CIAF	7,415,000	-	7,415,000	-	7,415,000	7,293,195	121,805	2%
Exécution	CiAG	7,034,726	-	7,034,726	(800,000)	6,234,726	6,343,586	(108,860)	-2%
Formation et Développement	CIAH	5,276,010	-	5,276,010	(600,000)	4,676,010	4,720,499	(44,489)	-1%
Total pour les Services Judiciaires		194,088,884	-	194,088,884	-	194,088,884	194,686,186	(597,302)	0%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Malvatumauri									
Administration du Conseil National des Chefs	CDA1	18,974,375	-	18,974,375	(3,318,171)	15,656,204	15,949,373	(293,169)	-2%
Fonds pour les 14 Conseils Insulaires des Chefs	CDA2	3,870,000	-	3,870,000	-	3,870,000	3,869,998	2	0%
Allocation des membres du Malvatumauri	CDA3	9,619,540	-	9,619,540	3,318,171	12,937,711	12,630,937	306,774	2%
Total pour le Malvatumauri		32,463,915	-	32,463,915	-	32,463,915	32,450,308	13,607	0%
Bureau du Contrôleur général des Comptes									
Planification, Orientation et Normes	CEAA	7,869,883	-	7,869,883	(150,000)	7,719,883	5,861,658	1,858,225	24%
Opérations de vérification	CEAB	17,672,975	-	17,672,975	-	17,672,975	10,208,974	7,464,001	42%
Services administratifs	CEAC	7,507,676	-	7,507,676	150,000	7,657,676	6,933,565	724,111	9%
Total pour le Bureau du Contrôleur Général des Comptes		33,050,534	-	33,050,534	-	33,050,534	23,004,197	10,046,337	30%
Bureau du Médiateur									
Planification, Gestion et Investigations	CCAA	51,960,931	-	51,960,931	-	51,960,931	39,526,677	12,434,254	24%
Total pour le Bureau du Médiateur		51,960,931	-	51,960,931	-	51,960,931	39,526,677	12,434,254	24%
Procureur Général									
Planification et Gestion	CGAA	8,395,420	-	8,395,420	-	8,395,420	8,403,707	(8,287)	0%
Introduction de poursuites criminelles	CGAB	26,461,929	-	26,461,929	-	26,461,929	25,955,537	506,392	2%
Services Généraux	CGAC	4,239,733	-	4,239,733	-	4,239,733	4,086,031	153,702	4%
Total pour le Procureur Général		39,097,082	-	39,097,082	-	39,097,082	38,445,275	651,807	2%
Avocat Public									
Représentation	CHAA	43,864,444	-	43,864,444	-	43,864,444	43,240,894	623,550	1%
Total pour l'Avocat Public		43,864,444	-	43,864,444	-	43,864,444	43,240,894	623,550	1%
Commission de la Fonction Publique									
Services Administratifs	CJAA	39,183,992	-	39,183,992	12,366,405	51,550,397	50,053,543	1,496,854	3%
Gestion des Ressources Humaines	CJAB	17,213,121	-	17,213,121	(4,674,300)	12,538,821	11,919,499	619,322	5%
Unité de Perfectionnement	CJAC	10,943,795	-	10,943,795	(2,429,132)	8,514,663	8,204,047	310,616	4%
Développement des ressources humaines	CJAD	23,665,574	-	23,665,574	(4,309,474)	19,356,100	18,589,532	766,568	4%
Section Juridique de la Fonction Publique	CJAE	8,601,760	-	8,601,760	(953,499)	7,648,261	7,536,872	111,389	1%
Total pour la Commission de la Fonction Publique		99,608,242	-	99,608,242	-	99,608,242	96,303,493	3,304,749	3%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Commission de la Magistrature									
Prise de décision	CLAA	344,000	-	344,000	-	344,000	329,669	14,331	4%
Services d'encadrement administratif	CLAB	545,186	-	545,186	-	545,186	522,469	22,717	4%
Total pour la Commission de la Magistrature		889,186	-	889,186	-	889,186	852,138	37,048	4%
Cabinet Juridique de l'Etat									
Fourniture de Conseils et de Services Juridiques	CFAA	93,629,409	-	93,629,409	-	93,629,409	92,377,410	1,251,999	1%
Total pour le Cabinet Juridique de l'Etat		93,629,409	-	93,629,409	-	93,629,409	92,377,410	1,251,999	1%
Bureau de la Citoyenneté									
Commission de la Citoyenneté	CKAA	4,117,321	-	4,117,321	-	4,117,321	3,927,578	189,743	5%
Total pour le Bureau de la Citoyenneté		4,117,321	-	4,117,321	-	4,117,321	3,927,578	189,743	5%
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS		1,100,495,168	65,887,219	1,166,382,387	-	1,166,382,387	1,138,515,505	27,866,882	2%
BUREAU DU PREMIER MINISTRE									
Direction Stratégique	MCBA	60,889,621	-	60,889,621	21,721,152	82,610,773	81,247,406	1,363,367	2%
Administration et Coordination des Programmes du Gouvernement	MPAA	76,861,284	-	76,861,284	(15,195,055)	61,666,229	75,413,180	(13,746,951)	-22%
Services Généraux	MPBA	25,895,912	-	25,895,912	(2,231,097)	23,664,815	22,809,632	855,183	4%
Services Linguistiques	MPCA	29,500,000	-	29,500,000	(4,295,000)	25,205,000	24,374,576	830,424	3%
Conseil de révision des traitements de l'État	MPDE	4,700,000	-	4,700,000	-	4,700,000	1,855,970	2,844,030	61%
TOTAL POUR LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE		197,846,817	-	197,846,817	-	197,846,817	205,700,764	(7,853,947)	-4%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHEs									
Gestion du Portefeuille	MAAA	38,205,074	-	38,205,074	1,845,264	40,050,338	38,861,524	1,188,814	3%
Direction Générale et Services Généraux du Ministère	MABA	20,775,348	-	20,775,348	332,695	21,108,043	20,002,366	1,105,677	5%
Produits de base	MACA	48,878,372	-	48,878,372	-	48,878,372	45,072,453	3,805,919	8%
Production alimentaire	MACB	20,719,400	-	20,719,400	(1,684,845)	19,034,555	14,212,685	4,821,870	25%
Information	MACC	8,253,188	-	8,253,188	-	8,253,188	7,262,193	990,995	12%
Orientation et administration	MACD	38,298,113	-	38,298,113	(92,670)	38,205,443	37,122,689	1,082,754	3%
Administration de la Biosécurité	MADA	31,427,957	-	31,427,957	629,357	32,057,314	32,251,732	(194,418)	-1%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHEES (suite)									
Contrat Vétérinaire	MADB	25,000,000	-	25,000,000	(7,237,303)	17,762,697	16,720,985	1,041,712	6%
Opérations de la Biosécurité du sud	MADC	24,702,683	-	24,702,683	4,073,000	28,775,683	28,917,486	(141,803)	0%
Opérations de la Biosécurité du Nord	MADD	17,040,372	-	17,040,372	1,316,993	18,357,365	18,309,147	48,218	0%
Production animale	MADE	22,199,648	-	22,199,648	(88,387)	22,111,261	21,847,286	263,975	1%
Services phytosanitaires	MADG	7,735,842	-	7,735,842	990,000	8,725,842	8,739,380	(13,538)	0%
Recherche et production	MAEA	52,727,215	-	52,727,215	-	52,727,215	41,748,313	10,978,902	21%
Gestion des Ressources	MAEB	30,071,459	-	30,071,459	-	30,071,459	16,869,218	13,202,241	44%
Administration	MAEC	28,410,209	-	28,410,209	(84,104)	28,326,105	25,032,921	3,293,184	12%
Sylviculture	MAFA	61,102,487	-	61,102,487	-	61,102,487	59,199,671	1,902,816	3%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHEES		475,547,367	-	475,547,367	-	475,547,367	432,170,049	43,377,318	9%
MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME									
Coordination du Portefeuille	MTAA	50,556,455	-	50,556,455	3,530,086	54,086,541	57,691,278	(3,604,737)	-7%
Direction Générale	MTBA	150,190,150	-	150,190,150	1,547,386	151,737,536	115,341,469	36,396,067	24%
Technologie alimentaire	MTBB	10,605,025	-	10,605,025	(2,378,796)	8,226,229	7,614,663	611,566	7%
Industrie et Commerce	MTCA	37,436,214	-	37,436,214	(2,716,887)	34,719,327	33,871,953	847,374	2%
Politiques et administration	MTCC	12,437,893	-	12,437,893	18,211	12,456,104	12,086,981	369,123	3%
Développement du Tourisme	MTFB	17,175,065	-	17,175,065	3,588,347	20,763,412	19,894,909	868,503	4%
Normes pour le tourisme	MTFC	3,671,163	-	3,671,163	-	3,671,163	2,862,057	809,106	22%
Développement du tourisme dans les provinces	MTFD	23,839,974	-	23,839,974	(3,588,347)	20,251,627	19,069,640	1,181,987	6%
TOTAL POUR LE MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME		305,911,939	-	305,911,939	-	305,911,939	268,432,950	37,478,989	12%
MINISTERE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES VANUATUANES ET DES COOPERATIVES									
Coordination du Portefeuille	MVAA	36,101,685	-	36,101,685	2,644,467	38,746,152	39,078,857	(332,705)	-1%
Développement des Coopératives	MVBA	74,399,791	-	74,399,791	(2,644,467)	71,755,324	71,102,961	652,363	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES VANUATUANES ET DES COOPERATIVES		110,501,476	-	110,501,476	-	110,501,476	110,181,818	319,658	0%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'EDUCATION									
Cabinet Ministériel	MEAA	44,112,959	-	44,112,959	-	44,112,959	44,704,586	(591,627)	-1%
Bureau du Directeur Général	MEBA	16,943,453	-	16,943,453	-	16,943,453	23,117,283	(6,173,830)	-36%
Administration et Finances	MEBB	79,726,526	-	79,726,526	31,182,416	110,908,942	109,780,276	1,128,666	1%
Politiques et Planification	MEBC	33,037,469	-	33,037,469	(161,000)	32,876,469	25,520,230	7,356,239	22%
Administration des services de soutien aux écoles	MECA	152,035,681	-	152,035,681	5,898,381	157,934,062	145,796,714	12,137,348	8%
Écoles Secondaires	MECB	1,111,430,340	-	1,111,430,340	(17,000,000)	1,094,430,340	1,086,478,045	7,952,295	1%
Écoles Primaires	MECC	1,757,179,587	-	1,757,179,587	(6,572,381)	1,750,607,206	1,796,018,138	(45,410,932)	-3%
Écoles post secondaires	MECD	458,276,578	96,800,126	555,076,704	-	555,076,704	514,456,753	40,619,951	7%
Commission du Corps Enseignant	MEFB	110,835,564	-	110,835,564	(13,347,416)	97,488,148	82,953,649	14,534,499	15%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'EDUCATION		3,763,578,157	96,800,126	3,860,378,283	-	3,860,378,283	3,828,825,674	31,552,609	1%
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE									
Gestion du Portefeuille	MFAA	44,152,389	-	44,152,389	-	44,152,389	44,083,082	69,307	0%
Direction du Ministère et Vérification Interne	MFBA	45,837,264	-	45,837,264	(1,167,470)	44,669,794	37,730,157	6,939,637	16%
Services Organisationnels	MFBB	125,083,737	-	125,083,737	9,923,495	135,007,232	121,176,882	13,830,350	10%
Services Informatiques	MFBC	172,071,100	-	172,071,100	45,971,374	218,042,474	166,266,024	51,776,450	24%
Développement de la Politique Économique	MFCA	23,191,251	-	23,191,251	-	23,191,251	19,259,343	3,931,908	17%
Coordination des Politiques Sectorielles	MFCB	23,500,000	-	23,500,000	(2,500,000)	21,000,000	19,139,496	1,860,504	9%
Services Financiers Publics	MFCC	449,416,085	-	449,416,085	(4,504,820)	444,911,265	332,887,922	112,023,343	25%
Collecte, Analyse et Rapports de Statistiques Nationales	MFDA	37,634,041	-	37,634,041	(583,735)	37,050,306	35,621,123	1,429,183	4%
Bureaux Provinciaux de la Statistique	MFDB	12,912,545	-	12,912,545	-	12,912,545	10,301,691	2,610,854	20%
Provisions pour la Dette Publique	MFEA	1,393,000,000	-	1,393,000,000	-	1,393,000,000	1,003,406,417	389,593,583	28%
Paiements centralisés	MFEC	351,056,023	195,761,120	546,817,143	(19,458,853)	527,358,290	544,284,312	(16,926,022)	-3%
Paiements aux anciens dirigeants	MFED	5,000,000	-	5,000,000	-	5,000,000	3,869,086	1,130,914	23%
Perception des Droits de Douane et d'Accise	MFFA	78,973,803	-	78,973,803	(350,000)	78,623,803	77,119,164	1,504,639	2%
Perception de la TVA	MFFB	77,971,764	-	77,971,764	(850,000)	77,121,764	75,076,595	2,045,169	3%
Perception des Droits Indirects et Taxes	MFFC	30,050,931	-	30,050,931	(800,000)	29,250,931	27,457,924	1,793,007	6%
Contrôle des Frontières	MFGA	44,914,079	-	44,914,079	3,560,000	48,474,079	47,678,602	795,477	2%
Enquêtes et services juridiques	MFGB	11,503,642	-	11,503,642	(700,000)	10,803,642	10,000,834	802,808	7%
Office National du Tourisme de Vanuatu	MFIA	139,989,780	13,000,000	152,989,780	-	152,989,780	152,496,658	493,122	0%
Centre de Recherches et de Formation en	MFIB	44,356,558	-	44,356,558	-	44,356,558	43,995,422	361,136	1%
Société de Radio et Télévision de Vanuatu	MFIC	60,193,317	-	60,193,317	-	60,193,317	60,193,317	-	0%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE (suite)									
Centre Culturel de Vanuatu	MFID	26,291,633	-	26,291,633	-	26,291,633	26,291,633	-	0%
Chambre de Commerce et de l'Industrie	MFIE	25,000,000	-	25,000,000	-	25,000,000	24,999,900	100	0%
Subventions à l'UPS et SPBCA	MFIF	146,200,000	-	146,200,000	-	146,200,000	93,253,843	52,946,157	36%
Administration des Affaires Maritimes de Vanuatu	MFIG	40,171,837	-	40,171,837	(28,539,991)	11,631,846	2,955,777	8,676,069	75%
Collège Maritime de Vanuatu	MFIH	41,255,243	-	41,255,243	-	41,255,243	41,255,243	-	0%
College Agricole de Vanuatu	MFJU	82,800,392	-	82,800,392	-	82,800,392	82,800,392	-	0%
Banque de développement pour l'Agriculture	MFJK	100,000,000	-	100,000,000	-	100,000,000	100,000,000	-	0%
Subvention à VIPA	MFIL	38,668,264	-	38,668,264	-	38,668,264	38,668,264	-	0%
Subvention à Aéroports Vanuatu Limited (AVL)	MFIM	25,000,000	-	25,000,000	-	25,000,000	25,000,000	-	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE		3,696,195,678	208,761,120	3,904,956,798	-	3,904,956,798	3,267,269,103	637,687,695	16%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES									
Coordination du Portefeuille	MOAA	56,050,000	-	56,050,000	-	56,050,000	56,026,739	23,261	0%
Opérations du Département des Affaires Étrangères	MOBA	253,829,139	-	253,829,139	-	253,829,139	252,695,177	1,133,962	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES		309,879,139	-	309,879,139	-	309,879,139	308,721,916	1,157,223	0%
MINISTERE DE LA SANTE									
Gestion du portefeuille	MHAA	47,896,507	-	47,896,507	-	47,896,507	49,317,919	(1,421,412)	-3%
Direction du Ministère	MHBA	11,289,656	-	11,289,656	-	11,289,656	10,916,803	372,853	3%
Services Généraux	MHBB	294,012,045	-	294,012,045	8,367,350	302,379,395	296,357,004	6,022,391	2%
Services Hospitaliers	MHCA	733,963,195	89,000,000	822,963,195	(27,173,018)	795,790,177	806,038,716	(10,248,539)	-1%
Services de Santé Communautaires	MHCB	323,135,139	-	323,135,139	18,805,668	341,940,807	340,309,499	1,631,308	0%
Services de santé et d'hygiène publiques	MHCC	62,261,512	-	62,261,512	-	62,261,512	62,373,175	(111,663)	0%
Approvisionnements médicaux	MHCD	123,500,000	-	123,500,000	-	123,500,000	123,490,591	9,409	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA SANTE		1,596,058,054	89,000,000	1,685,058,054	-	1,685,058,054	1,688,803,707	(3,745,653)	0%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS									
Gestion du Portefeuille	MJAA	34,097,449	-	34,097,449	2,500,000	36,597,449	37,000,470	(403,021)	-1%
Directeur Général et Services Généraux	MUBA	112,963,865	-	112,963,865	(32,000,000)	80,963,865	76,462,478	4,501,387	6%
Encadrement administratif et gestion de l'Aviation civile	MUCA	53,381,304	-	53,381,304	(1,500,000)	51,881,304	43,293,117	8,588,187	17%
Prévisions, Surveillance et Recherche Météorologiques	MUDA	124,221,127	-	124,221,127	(3,000,000)	121,221,127	121,978,002	(756,875)	-1%
Administration des Ports	MUEA	127,929,427	-	127,929,427	(6,000,000)	121,929,427	108,413,108	13,516,319	11%
Développement et Entretien des Infrastructures Publiques	MUFA	459,871,918	-	459,871,918	(27,300,000)	432,571,918	403,792,150	28,779,768	7%
Contribution du Gouvernement aux Projets d'Infrastructure	MUFC	500,000,000	-	500,000,000	67,300,000	567,300,000	562,260,744	5,039,256	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS		1,412,465,090	-	1,412,465,090	-	1,412,465,090	1,353,200,069	59,265,021	4%
MINISTERE DE L'INTERIEUR									
Gestion du Portefeuille	MIAA	45,271,483	-	45,271,483	-	45,271,483	43,738,349	1,533,134	3%
Services Généraux	MIAB	47,620,876	-	47,620,876	10,650,000	58,270,876	57,433,272	837,604	1%
Célébration de l'Indépendance	MIAD	10,000,000	-	10,000,000	-	10,000,000	9,941,353	58,647	1%
Prévention du crime	MIAE	5,000,000	-	5,000,000	-	5,000,000	4,756,520	243,480	5%
Subventions aux Provinces	MICA	254,513,162	-	254,513,162	(2,375,958)	252,137,204	251,579,580	557,624	0%
Subventions aux Municipalités	MICB	10,000,000	-	10,000,000	450,000	10,450,000	6,554,441	3,895,559	37%
Administration des Services Régionaux	MICC	68,524,835	-	68,524,835	(2,539,367)	65,985,468	61,331,442	4,654,026	7%
Commandement mixte	MIDA	179,814,502	-	179,814,502	8,315,269	188,129,771	189,801,195	(1,671,424)	-1%
Police région Nord	MIDB	73,602,073	-	73,602,073	(1,300,000)	72,302,073	69,986,074	2,315,999	3%
Police région Centre	MIDC	35,810,600	-	35,810,600	(1,000,000)	34,810,600	37,214,166	(2,403,566)	-7%
Police région Sud	MIDD	162,745,797	-	162,745,797	16,774,044	179,519,841	189,144,351	(9,624,510)	-5%
Garde Mobile de Vanuatu	MIDE	226,053,257	-	226,053,257	(6,342,685)	219,710,572	224,418,805	(4,708,233)	-2%
Surveillance Maritime	MIDF	39,360,141	30,000,000	69,360,141	(1,600,000)	67,760,141	65,594,117	2,166,024	3%
Commande De Frontière	MIDG	66,344,641	-	66,344,641	300,000	66,644,641	65,120,726	1,523,915	2%
Délivrance de passeports	MIDH	15,413,386	-	15,413,386	1,350,000	16,763,386	16,149,858	613,528	4%
Règlement du Travail	MIEA	58,093,510	-	58,093,510	(14,811,623)	43,281,887	40,578,669	2,703,218	6%
Registre Civil et Archives Nationales	MIEB	19,415,157	-	19,415,157	-	19,415,157	18,497,541	917,616	5%
Bureau des Élections	MIEC	17,000,000	-	17,000,000	2,467,945	19,467,945	18,670,713	797,232	4%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'INTERIEUR									
Registre Civil et Archives Nationales	MIED	10,764,757	-	10,764,757	500,000	11,264,757	11,282,910	(18,153)	0%
Gestion des catastrophes	MIEF	32,867,584	-	32,867,584	(10,837,625)	22,029,959	17,451,529	4,578,430	21%
Commission du Corps de Police	MIGA	5,854,128	-	5,854,128	-	5,854,128	5,788,697	65,431	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'INTERIEUR		1,384,069,889	30,000,000	1,414,069,889	-	1,414,069,889	1,405,034,308	9,035,581	1%
MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES									
Coordination du Portefeuille	MLAA	38,433,705	-	38,433,705	1,900,000	40,333,705	40,448,088	(114,383)	0%
Direction Générale	MLBA	16,973,575	-	16,973,575	445,055	17,418,630	17,150,633	267,997	2%
Services Généraux	MLBB	76,315,535	-	76,315,535	(3,780,925)	72,534,610	72,123,275	411,335	1%
Gestion des énergies et Évaluation	MLCA	11,693,261	-	11,693,261	(1,411,478)	10,281,783	10,141,219	140,564	1%
Mines et Minerais	MLCB	17,495,720	-	17,495,720	20,000	17,515,720	17,630,891	(115,171)	-1%
Services de Gestion de l'Environnement, Recherche et Vulgarisation	MLDA	15,943,236	-	15,943,236	248,242	16,191,478	16,458,365	(266,887)	-2%
Service Topographique	MLEA	28,866,959	-	28,866,959	(300,000)	28,566,959	28,351,148	215,811	1%
Aménagement des Terres	MLEB	10,819,092	-	10,819,092	2,432,187	13,251,279	13,371,253	(119,974)	-1%
Gestion des Baux	MLEC	39,867,578	-	39,867,578	(1,572,187)	38,295,391	38,338,642	(43,251)	0%
Enregistrement des terres coutumières	MLED	5,106,700	-	5,106,700	1,858,007	6,964,707	7,574,432	(609,725)	-9%
Recherche Géologique	MLFB	9,859,103	-	9,859,103	-	9,859,103	9,504,465	354,638	4%
Hydraulique rurale	MLGA	20,547,102	-	20,547,102	(100,000)	20,447,102	20,551,312	(104,210)	-1%
Gestion des Ressources hydriques	MLGB	10,945,484	-	10,945,484	340,912	11,286,396	11,369,964	(83,568)	-1%
Bureau de l'Évaluateur Général	MLHA	7,585,767	-	7,585,767	(79,813)	7,505,954	7,522,645	(16,691)	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES		310,452,817	-	310,452,817	-	310,452,817	310,536,332	(83,515)	0%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION									
Services d'encadrement du cabinet	MYAA	40,333,044	-	40,333,044	-	40,333,044	42,206,545	(1,873,501)	-5%
Direction générale et service d'encadrement	MYBA	20,129,084	-	20,129,084	-	20,129,084	20,366,435	(237,351)	-1%
Contribution aux sports et au developpement des jeunes	MYBB	60,899,570	58,481,700	119,381,270	-	119,381,270	118,763,771	617,499	1%
EFTP et marché de l'emploi	MYCA	25,305,882	-	25,305,882	-	25,305,882	25,127,682	178,200	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION		146,667,580	58,481,700	205,149,280	-	205,149,280	206,464,433	(1,315,153)	-1%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES									
Gestion du Portefeuille	MJAA	42,957,579	-	42,957,579	-	42,957,579	43,551,629	(594,050)	-1%
Services Généraux	MJAB	39,415,315	-	39,415,315	-	39,415,315	37,908,687	1,506,628	4%
Services Généraux	MJBA	38,683,059	-	38,683,059	(200,000)	38,483,059	33,559,162	4,923,897	13%
Services Correctionnels	MJCA	181,500,000	-	181,500,000	200,000	181,700,000	179,976,643	1,723,357	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES		302,555,953	-	302,555,953	-	302,555,953	294,996,121	7,559,832	2%
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU									
		15,112,225,124	548,930,165	15,661,155,289	-	15,661,155,289	14,818,852,749	842,302,540	5%

Etat des dépenses non autorisées (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

La Loi de Finances annuelle est l'instrument qui autorise des dépenses par programmes et activités pour chaque instance du gouvernement. Des dépenses supplémentaires pour des programmes et des activités peuvent en outre être autorisées par l'adoption de Lois de finances complémentaires.

Les virements de crédits entre administrations publiques sont interdits par la Loi relative aux Finances publiques et la Gestion économique, excepté en cas d'autorisation par une Loi de finances complémentaires. Par contre, le chef d'une administration publique peut virer un montant qui a été affecté à une activité de l'administration au cours d'un exercice ("l'activité perdante") à une autre activité de cette administration publique au cours du même exercice, à condition que le virement ne risque pas de nuire à l'activité perdante.

Le compte détaillé des affectations comprend de nombreuses activités qui sont en dépassement, alors que la somme totale des dépenses de l'ensemble de l'administration publique reste inférieure à la ligne budgétaire. Comme les administrations publiques ont la faculté de virer des crédits d'un programme ou d'une activité à l'autre, l'état des dépenses non autorisées reflète la situation à l'échelon des administrations publiques plutôt qu'à l'échelon des activités ou programmes.

Les administrations publiques suivantes ont dépassé leur ligne budgétaire au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011:

	Budget définitif vatu	Dépenses réelles vatu	Montants non autorisés vatu	Pour- centage %
Parlement (Le Secrétaire)	531,443,032	531,779,920	(336,888)	-0.06%
Services Judiciaires	194,088,884	194,686,186	(597,302)	-0.31%
Bureau du Premier Ministre	197,846,817	205,700,764	(7,853,947)	-3.97%
Ministère de la Santé	1,685,058,054	1,688,803,707	(3,745,653)	-0.22%
Ministère des Terres, de la Géologie et des Mines	310,452,817	310,536,332	(83,515)	-0.03%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	205,149,280	206,464,433	(1,315,153)	-0.64%
TOTAL DES DÉPASSEMENTS	3,124,038,884	3,137,971,342	(13,932,458)	-0.45%

Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement (pour l'exercice clos au 31 décembre 2011)

Les affectations budgétaires pour les dépenses de fonctionnement sont fondées sur une comptabilité de caisse modifiée qui inclut quelques postes en capital qui figurent au bilan et exclut quelques postes de régularisation qui figurent au compte des résultats. Le compte des affectations comprend les postes suivants pris dans le compte des résultats pour le Fonds de fonctionnement, comme indiqué dans l'état des secteurs, à savoir :

- ☹ Frais de personnel
- ☹ Frais d'exploitation
- ☹ Subventions et virements
- ☹ Coûts financiers

Il ne comprend pas les postes suivants du compte des résultats :

- ☹ Amortissement d'éléments d'actif
- ☹ Excédent/(Déficit) net, moins les répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat
- ☹ Eléments passés en charges
- ☹ Remboursements de la TVA payée sur l'achat de biens ou de services

Il comprend par ailleurs les postes suivants du bilan :

- ☹ Remboursements de principal pour des prêts
- ☹ Achat d'immobilisations
- ☹ Nouvelles avances ou apports en capital à des entreprises d'Etat
- ☹ Nouveaux investissements

La ligne des dépenses totales telle qu'elle apparaît dans l'état des affectations budgétaires peut être rapprochée du compte des résultats du Fonds de fonctionnement, comme illustré dans le tableau suivant :

	2011 vatu million	2010 Retraité vatu million
Dépenses selon le compte des affectations	14,819	14,972
Plus : Charges non comprises dans les affectations		
Amortissement d'éléments d'actif	1,350	489
Mouvement des charges de congés constatées par régularisation	148	(26)
Provision pour indemnités d'ancienneté constatées par régularisation	333	92
Remboursement de la TVA sur des dépenses	(299)	(333)
Créances irrécouvrables passées en charges sur fonds de régularisation	11	267
Charges d'intérêts constatées par régularisation	23	31
Charges d'exploitation constatées par régularisation	18	17
Total des charges constatées par régularisation	1,584	537
Moins : Dépenses en capital non comprises dans le compte des résultats		
Remboursement de capital (prêts)	(607)	(697)
Achats d'éléments d'actif portés au bilan	(1,186)	(443)
Avances supplémentaires ou apports en capital pour des EE inscrits au bilan	(100)	(500)
Total des dépenses en capital non comprises	(1,893)	(1,640)
Dépenses selon le compte des résultats	14,510	13,869